

N°1

PERIODIQUE
BIMESTRIEL
DEPOT: BRUXELLES 1

150 FB
25 FF

JANVIER - FEVRIER '89

CORRESPONDANCES REVOLUTIONNAIRES



TEXTES POUR LE DEBAT DANS LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro: «Faire le procès de la Révolution est impossible!», du collectif Classe contre classe! (Belgique) - «Une note sur la démocratie», des militants des Cellules Communistes Combattantes emprisonnés (Belgique) - «L'économie de la crise», du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) - «Manifeste et thèses de fondation» de l'Union des Communistes Combattants (Italie) - Déclaration de deux militants communistes iraniens emprisonnés en France - «L'Etat en tant qu'arme» de Györgi Lukács - Interview de Celsa Barcia, militante des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre (Espagne).

EDITORIAL

«Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire»

Lénine

Comme il est de coutume à l'occasion de la naissance d'une nouvelle revue, nous consacrons cet éditorial à une brève présentation de **Correspondances Révolutionnaires** et de ses objectifs.

Œuvrant de concert avec le collectif **Classe contre classe!** et liée politiquement aux militant(e)s actuellement emprisonné(e)s des Cellules Communistes Combattantes, **Correspondances Révolutionnaires** entend contribuer activement à la popularisation parmi les forces vives du prolétariat des principes fondamentaux du Marxisme-Léninisme, et de leurs justes développement et application par les avant-gardes combattantes.

Correspondances Révolutionnaires ne se veut donc pas seulement spectatrice mais actrice dans la lutte des classes.

Une des grandes faiblesses du mouvement communiste réside aujourd'hui dans les limites de la réflexion révolutionnaire. C'est un problème essentiel.

A ce problème s'ajoute celui de l'impossibilité actuelle pour les prolétaires combattifs de se procurer les textes des organisations et des camarades qui mènent et dirigent objectivement aujourd'hui le combat révolutionnaire dans les métropoles et les pays dépendants de la chaîne impérialiste.

Aujourd'hui, alors que la situation historique de crise et de décadence de l'impérialisme crée les conditions objectives d'un succès révolutionnaire, le monde du Travail, à qui incombe la responsabilité de ce succès, reste prisonnier des traditions trade-unionistes, réformistes et révisionnistes soigneusement entretenues par toute la gauche institutionnelle, et se retrouve impuissant.

Dans notre pays comme ailleurs dans le monde, la malfaisance de la social-démocratie (qu'elle s'affiche chez nous ouvertement PS, stupidement P«C»B ou honteusement POS, PTB, etc) est en effet devenue un terrible carcan qui livre le prolétariat pieds et poings liés au diktat de la bourgeoisie.

Correspondances Révolutionnaires entend contribuer, à l'échelle modeste de ses moyens, à la résolution de ces problèmes: la revue sera à la fois un espace ouvert à la réflexion, à l'élaboration et à la confrontation des idées au sein du mouvement communiste, et un vecteur grâce auquel cette nécessaire réflexion se liera plus étroitement au mouvement de classe.

Correspondances Révolutionnaires sera donc un forum pour l'élaboration et la réflexion théoriques et politiques révolutionnaires.

Le mouvement communiste révolutionnaire dans les métropoles impérialistes a traversé dans la première moitié des années '80 une période intense, une période critique mais constructive de son histoire.

Dans plusieurs pays, des forces organisées ont été confrontées aux limites de leur mouvement (et donc à la nécessité de qualifier celui-ci), tandis qu'ailleurs, en Belgique par exemple, de nouvelles forces sont apparues.

EDITORIAL

Une des principales caractéristiques de ces années fut l'affirmation au sein du mouvement révolutionnaire d'une dimension internationaliste nouvelle: après une décennie de *cohabitation*, de luttes menées parallèlement dans un relatif (mais critiquable) désintérêt mutuel, les forces communistes ont enfin amorcé un processus d'interaction basé sur l'élémentaire confrontation politique (et, comme on pourra s'en rendre compte à la lecture de **Correspondances Révolutionnaires**, cette reconnaissance mutuelle et cette confrontation critique débordent largement des frontières européennes).

De nombreux documents témoignent de l'avènement de cette relation nouvelle, et d'autres en assurent sans cesse la continuation constructive: textes de prisonniers, de théoriciens, de collectifs, d'organisations, de Partis,... autant d'apports dont la richesse procède à la fois de la diversité de l'ensemble et de la qualité des parties.

Cette production inestimable, née dans la lutte, doit retenir à plus d'un titre toute l'attention des camarades combattifs.

D'un point de vue simplement informatif tout d'abord, la lecture de ces contributions permet de se rendre compte de la vitalité de notre mouvement, de ses points forts comme de ses points faibles, des expériences qu'il assume, des réalités spécifiques qu'il revêt dans chaque pays, etc.

Cette fonction informative fait déjà de **Correspondances Révolutionnaires** une arme politique précieuse dans la mesure où elle apporte un démenti cinglant, et mobilisateur, aux manœuvres diverses de la propagande bourgeoise, qui falsifie l'image du combat révolutionnaire afin d'en détourner les masses prolétariennes.

Ensuite, le développement d'une vie politique interne au mouvement communiste révolutionnaire international a suscité une grande clarification en son sein: la confrontation et la critique ont imposé des positionnements fermes, des fractures ou des rapprochements entre ses différents pôles...

Et parmi les organisations combattantes du mouvement révolutionnaire européen, une fracture profonde s'est clairement révélée entre le courant communiste, marxiste-léniniste, et un courant dit «anti-impérialiste» marqué par le subjectivisme et le militarisme, fracture qui exprime avec évidence le bienfait de cette animation politique nouvelle.

L'étude, les analyses, les critiques fraternelles ou l'encouragement des orientations politiques et stratégiques des différents pôles du mouvement révolutionnaire européen (et pour nous, naturellement, du courant marxiste-léniniste dans ce mouvement) sont des tâches indispensables auxquelles plus aucun révolutionnaire sincère ne peut aujourd'hui se soustraire. Car seule cette étude, éclairée par celle de l'expérience du mouvement révolutionnaire dans le monde entier, permettra au mouvement communiste révolutionnaire international d'homogénéiser sa direction et d'en garantir la correction en éliminant les idées fausses et en valorisant les idées justes, où qu'elles s'expriment.

Voilà donc une deuxième raison importante de se pencher attentivement sur les contributions des différentes organisations communistes combattantes européennes.

EDITORIAL

Qu'il soit bien compris que si nous avons principalement évoqué jusqu'à présent la réalité propre aux métropoles impérialistes de l'Europe de l'Ouest, cela ne traduit aucun désintérêt pour les luttes révolutionnaires menées dans les pays dépendants de la chaîne impérialiste... Tout au contraire! Non seulement l'analyse léniniste de l'impérialisme comme *stade suprême du capitalisme* nous amène à comprendre la globalité de la cause révolutionnaire dans les centres et dans la périphérie, mais l'Histoire elle-même dans son actualité nous invite à la modestie en démontrant combien le combat mené «là-bas» peut être exemplaire pour tous les révolutionnaires européens.

Correspondances Révolutionnaires s'ouvrira donc aussi naturellement à l'expression de tous les mouvements révolutionnaires qui combattent l'impérialisme sur une base de classe partout dans le monde.

Correspondances Révolutionnaires sera donc un lien vivant entre les avant-gardes communistes et les prolétaires combattifs.

L'ensemble des textes et documents auxquels la revue ouvre ses colonnes constitue un patrimoine inépuisable d'expériences et d'enseignements qu'il appartient à chaque militant communiste de faire fructifier.

L'étude rigoureuse des expériences étrangères, passées ou présentes, est un moyen absolument irremplaçable pour rendre nos choix plus justes, et plus incisifs, et nos progrès offensifs plus redoutables pour la bourgeoisie, en les armant des leçons de l'Histoire, de toutes les leçons de la lutte des classes.

Mais **Correspondances Révolutionnaires** aura surtout la force que lui apporteront tous les camarades combattifs dans notre pays et ailleurs: nous appelons tous ces camarades à contribuer pratiquement au succès de cette revue, de leur revue, à faire vraiment leur cet instrument pour les progrès du mouvement révolutionnaire.

Les moyens d'intervenir en ce sens sont nombreux: ils peuvent consister à fournir les documents méritant publication, à assurer des traductions de qualité, à participer matériellement à l'édition (financement, fabrication,...).

Mais, finalement, c'est sur la distribution que doivent aujourd'hui se concentrer un maximum d'efforts: il faut que **Correspondances Révolutionnaires** soit diffusée le plus largement possible, et cela concerne chaque lecteur de la revue!

Que chaque camarade assure autour de lui la vente de quelques numéros et qu'ainsi se créent au sein du monde du Travail et de son avant-garde de véritables réseaux de diffusion. Que chaque camarade renseigne notre collectif des points de vente accessibles, et de toute occasion de développer l'agitation politique révolutionnaire.

Nous devons tous participer concrètement à la grande bataille théorique et politique actuelle, pour que le prolétariat s'arme du Marxisme-Léninisme et triomphe dans sa lutte!

POUR LE COMMUNISME!
VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN!

Le collectif de **Correspondances Révolutionnaires**
janvier 1989

«Faire le procès de la Révolution est impossible!»

Deux tracts du collectif

Classe contre classe!

(septembre et octobre 1988)

Le 2 septembre 1988, les quatre militants des Cellules Communistes Combattantes prisonniers, Pascale Vandeguerde, Didier Chevolet, Bertrand Sassoye et Pierre Carette ouvraient une seconde grève de la faim collective après 30 mois de captivité dans un isolement renforcé.

Et, du 26 septembre au 21 octobre, ces quatre camarades en grève ont mené l'offensive politique en retournant contre la bourgeoisie le procès que celle-ci avait la prétention de faire au combat révolutionnaire des Cellules.

Ils ont remporté au cours de ce procès une éclatante victoire politique, une victoire que ne pourra pas effacer de l'histoire le verdict terroriste du 21 octobre 1988, sinistre illustration de la manière dont la bourgeoisie exerce sa dictature, fût-ce au travers des formes de pouvoir les plus... démocratiques.

Les deux tracts du collectif **Classe contre classe!** que nous reproduisons ci-dessous ont été largement distribués au sein du monde du Travail, de septembre à décembre 1988, dans le cadre de la «bataille de la grève et du procès».

«La vie l'emportera. La bourgeoisie peut bien se démenier, s'irriter jusqu'à en perdre la raison, forcer la note, faire des sottises, se venger à l'avance des bolcheviks et tâcher de massacrer encore des centaines, des milliers de bolcheviks de demain ou d'hier: en agissant de la sorte, la bourgeoisie agit comme l'ont fait toutes les classes condamnées par l'histoire. Les communistes doivent savoir que l'avenir leur appartient en tout état de cause et c'est pourquoi nous pouvons (et devons) unir, dans la grande lutte révolutionnaire, l'ardeur la plus passionnée au plus grand sang-froid et à l'estimation la plus réfléchie des convulsions forcenées de la bourgeoisie»

Lénine

On a l'habitude de dire que pour bien juger les gens, il faut regarder leurs mains et non leur bouche, autrement dit qu'il vaut mieux regarder ce qu'ils font que ce qu'ils disent. En ce qui concerne la lutte des Cellules Communistes Combattantes, il faut regarder ce qu'elles font, étudier ce qu'elles disent,... et non pas écouter ce que l'on raconte sur leur compte!

Travailleurs, Travailleuses, Camarades,

Le 26 septembre prochain doit s'ouvrir à Bruxelles un procès d'Assises contre quatre militants des Cellules Communistes Combattantes. Ces quatre militants sont accusés de s'être engagés dans la lutte pour la justice sociale, pour la Révolution, pour le Communisme. Et la bourgeoisie qui les accuse les appelle des «terroristes».

Mais qui sont les criminels et les terroristes ici et aujourd'hui?

La télé, la radio, les journaux parlent eux aussi de «crimes commis contre la société» par les quatre militants révolutionnaires. Mais est-ce un crime contre la société de militer dans une organisation qui lutte pour le pouvoir des travailleurs? Est-ce un crime contre la société de se battre contre les banques, qui étranglent le pays avec une dette de six mille milliards, et cinq cents milliards d'intérêts annuels? Est-ce un crime contre la société de se battre contre le

patronat, qui multiplie toujours plus ses bénéfices en excluant huit cent mille personnes du droit au travail et en surexploitant les autres? Est-ce une crime contre la société de se battre contre les "barons électriciens"? Est-ce un crime contre la société de se battre contre l'impérialisme fauteur de guerres et de misère sur tous les continents?

Non, bien sûr! Les travailleurs le savent depuis longtemps: les intérêts officiels de la société, en Belgique et depuis toujours, ce sont les intérêts de la société... Générale, ceux de tous les holdings et de toutes les banques qui exploitent le travail social.

En clair, les intérêts officiels de la société, ce sont ceux de la bourgeoisie, ceux du capitalisme et rien que ceux-là.

«L'Etat comprime et la loi triche...»

Souvenons-nous de cette parole de l'Internationale, le chant des prolétaires du monde entier.

La loi triche parce qu'elle est la loi de la bourgeoisie. La loi qui dit combien il est juste pour le patron d'exploiter et d'opprimer les travailleurs; la loi qui dit combien il est juste de fermer les usines et de jeter des centaines de milliers de personnes au chômage; la loi qui dit combien il est juste d'interdire de fait aux agriculteurs de produire viandes, céréales, lait et autres produits alimentaires "excédentaires"; la loi qui dit combien il est juste que la gendarmerie et l'armée répriment, dans le sang si nécessaire, le mouvement prolétarien quand il se dresse en revendiquant clairement le Socialisme, le pouvoir réel de tout le peuple.

La loi triche parce qu'elle prétend faire des criminels, des "terroristes" avec ceux qui n'acceptent plus l'exploitation et l'oppression du monde du Travail, qui veulent que la production soit organisée pour satisfaire tous les besoins des populations et non plus pour enrichir une poignée de De Benedetti, Leysen, Davignon, Frère, Vanden Boeynants, et autres parasites cupides.

Parce qu'elle prétend faire des criminels, des "terroristes" avec ceux qui affirment haut et fort que le pouvoir doit revenir à la classe laborieuse, rien qu'à elle, afin qu'elle puisse enfin construire un monde nouveau, le monde de l'égalité et de la fraternité.

Et la "démocratie" là-dedans?

Beaucoup sans doute pensent encore aujourd'hui: «Les objectifs des Cellules Communistes Combattantes sont réellement ceux de la classe prolétarienne, mais les moyens qu'elles mettent en œuvre, la voie qu'elles ont choisie - la violence révolutionnaire - n'est pas la bonne. Nous vivons dans

une démocratie, et si nous voulons changer les choses, il nous est toujours permis de voter...»

Il est vrai que la régime politique de notre pays est actuellement une démocratie (bourgeoise). Mais quand on met de côté la magie artificielle du mot, que reste-t-il exactement? Est-ce que la démocratie (bourgeoise) a fait disparaître l'exploitation du travail? Ou l'aurait seulement réduite? Non. Absolument pas.

A l'inverse même, plus la démocratie (bourgeoise) s'épanouit, plus l'exploitation s'étend et se renforce... sans opposition véritable. Un siècle après les premières luttes ouvrières pour la conquête des droits démocratiques politiques, dont le suffrage universel, le bilan du réformisme est on ne peut plus révélateur: dans une société de classes (où l'idéologie dominante est nécessairement l'idéologie de la classe dominante), le suffrage, les élections ne peuvent pas traduire les revendications, les intérêts objectifs de la classe dominée, c'est-à-dire les intérêts de la grande majorité des populations.

Au niveau de la théorie, cela n'est pas une découverte récente! Les grands penseurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, ont démontré depuis bien longtemps comment des élections dans un régime capitaliste (et cela tout aussi démocratiquement qu'elles puissent parfois se dérouler) ne peuvent finalement que traduire, toujours, les intérêts des capitalistes.

Et aujourd'hui et ici, devant les effets dévastateurs de la crise économique, qui pourrait sérieusement prétendre le contraire?

Si le vote pouvait réellement exprimer la volonté profonde de la classe laborieuse, cette dernière, majoritaire, élirait-elle des Martens, Gol, Verhofstadt, Eyskens, Moureaux et autres Dehaene? Si le vote et le jeu institutionnel démocratique (bourgeois) pouvaient réellement rendre compte des aspirations de la population, trouverait-on au pouvoir d'Etat des gens qui, quelle que soit la couleur de leur drapeau, réduisent systématiquement les budgets de la santé, de l'éducation, des gens qui démantèlent les services publics: postes, chemins de fer, etc., des gens qui font systématiquement passer les intérêts du capital avant ceux des travailleurs?

Jamais de la vie! Si, dans le cadre des institutions démocratiques (bourgeoises), la classe laborieuse pouvait réellement exprimer ses revendications légitimes, et bien ce serait le socialisme depuis fort longtemps...

Et même, si une telle exception se réalisait jamais, elle serait aussi fugitive que dramatique: depuis le coup d'Etat de Pinochet contre l'Unité Populaire au Chili ou, plus près de nous, l'étrangle-

ment de la Révolution des Œillets au Portugal, plus personne ne peut croire encore un seul instant à la transition pacifique et démocratique (bourgeoisel) au socialisme.

La situation impose au prolétariat d'adopter une stratégie offensive en rupture avec le carcan démocratique (bourgeois)

En 1984 et 1985, les Cellules Communistes Combattantes ont concrétisé pour la première fois, et à une très modeste échelle, la reprise de la lutte prolétarienne dans une perspective crédible de progrès, en rejetant les impasses traditionnelles où certains faux amis des travailleurs égarent la lutte depuis des décennies.

Depuis les lourds échecs des grandes grèves anti-austérité il y a quelques années, chacun peut constater que le mouvement de classe reste dans l'expectative face à une bourgeoisie sans cesse plus agressive et arrogante. Dans cette situation stérile, et malgré le fait que la situation sociale s'aggrave sans cesse (ne parlons même pas du changement gouvernemental qui a déjà confirmé que rien n'était à attendre de ce côté... si ce n'est de nouvelles "économies"!), chacun ne se mobilise qu'ultra-défensivement, en laissant l'initiative et tout pouvoir de décision à la bourgeoisie...

Et alors qu'il est facile de se rendre compte que cette attitude n'apporte rien de bon, à personne, (tout au contraire!)... on reproche au projet révolutionnaire de manquer de réalisme, d'être beaucoup trop ambitieux "au regard du rapport de force actuel entre le prolétariat et la bourgeoisie"!

Mais c'est justement parce qu'il se fonde dans une approche globale des problèmes et qu'il leur apporte une solution tout aussi globale que le projet révolutionnaire est le seul projet positif, constructif et fiable pour le prolétariat!

En fait, les luttes à objectif "modeste" souffrent de leur caractère partiel et limité. Non seulement parce seule une fraction du prolétariat (celle directement concernée par la revendication) s'y engage mais plus fondamentalement encore parce que ces luttes, en respectant les bases, le cadre même du mode de production capitaliste, sont nécessairement paralysées par des facteurs finalement étrangers aux intérêts du prolétariat.

Ainsi, on peut voir des grèves se retrouver dans l'impasse parce qu'elles remettent en cause l'existence même de l'entreprise (au sein de la concurrence inter-capitaliste): du fait des limites économiques de leur revendication, les grévistes se retrou-

vent alors, tôt ou tard, obligés de se plier à la logique ultime des capitalistes, du système capitaliste lui-même...

Cela est vrai de tout temps, mais bien plus encore en périodes de crise, tant celles-ci rendent les capitalistes plus féroces que jamais.

A l'inverse, la lutte révolutionnaire pose les problèmes de manière globale: Il s'agit de mobiliser tout le prolétariat pour lutter contre toute la bourgeoisie, classe contre classe, pour changer tout le système économique, politique et social, et construire une société nouvelle basée sur la propriété collective de tous les moyens de production, une société à laquelle chacun contribuera selon ses moyens et recevra selon ses besoins.

La différence entre une lutte partielle, réformiste et une lutte d'ensemble, révolutionnaire, n'est pas une question de quantité mais de qualité.

La lutte révolutionnaire est un processus historique: elle s'échelonne sur une longue période qui voit le prolétariat, partant d'une position initiale de grande faiblesse politique et organisationnelle, se structurer offensivement dans tous les domaines pour acquérir une position de force dominante dans la société. Pratiquement, la lutte révolutionnaire, initialement réduite à l'action politique et militante de quelques communistes au sein de la classe, rallie progressivement l'ensemble de la classe à la lutte communiste pour la prise du pouvoir.

Les Cellules Communistes Combattantes, qui ont défini leur propre lutte comme un premier pas dans ce sens, nous ont montré qu'une poignée de camarades dévoués suivant une ligne politique correcte et l'appliquant dans une pratique consciente, sème la panique dans les rangs de la bourgeoisie et de ses alliés, et fournit aux secteurs les plus combattifs du prolétariat les éléments politiques et stratégiques, et même idéologiques et moraux, nécessaires aux progrès de la lutte.

Ainsi, alors que la bourgeoisie et ses collaborateurs font tout pour nous intoxiquer avec leurs valeurs de soumission, pour nous faire adopter une mentalité de vaincus, l'initiative révolutionnaire d'une petite force communiste combattante peut remettre à jour l'idée-force: OSER LUTTER, OSER VAINCRE!

Le procès est en fait une attaque contre la stratégie d'avenir du monde du Travail

Le procès contre quatre camarades des Cellules Communistes Combattantes témoigne avant tout de cette peur de la bourgeoisie confrontée à l'initiative

révolutionnaire authentique. Au travers des audiences, le pouvoir bourgeois entend encore et toujours tromper la conscience sociale, il projette de briser la réflexion qui progresse inexorablement au sein du monde du Travail.

Depuis des mois, notre collectif distribue des tracts aux portes des usines, dans les manifestations syndicales; nous rencontrons de nombreux militants de base et multiplions les discussions constructives. Par ce travail au sein du prolétariat, nous savons combien est vive la sympathie que portent les travailleurs les plus conscients et combatifs aux communistes révolutionnaires, nous savons que souvent la réflexion se conclut par ces simples mots riches d'avenir: «Oui, dans le fond, c'est vrai, les C.C.C. ont raison, rien ne changera autrement... »

C'est cette vérité en marche, cette vérité libératrice que la bourgeoisie veut attaquer et briser avec le procès.

Chacun comprend facilement que la réaction de l'ennemi est toujours proportionnelle à la qualité de l'attaque qui lui est portée. L'attaque est faible et sans avenir? La bourgeoisie rigole, et vous tolère. L'attaque est forte et pleine d'avenir? La bourgeoisie devient enragée et tente de vous anéantir.

Si la lutte des Cellules Communistes Combat-tantes, la lutte armée pour le Communisme, le Marxisme-Léninisme étaient objectivement tels que les présente le discours dominant: «un terrorisme abject, rejeté et haï par tout le monde, totalement étranger au mouvement et aux intérêts des travailleurs»... alors il ne serait pas nécessaire de le claironner sur tous les toits du matin au soir! Il ne serait pas nécessaire de bâillonner les militants en prison, afin qu'ils ne puissent dire un seul mot! Si la conscience sociale rejetait véritablement la lutte des Cellules, si le prolétariat ne pouvait réellement «rien en faire», pourquoi craindre que des militants de cette organisation emprisonnés exposent librement leurs idées?

Dans l'acharnement avec lequel la bourgeoisie lutte contre les révolutionnaires, c'est essentiellement la correction, l'adéquation historique, de l'action de ces révolutionnaires qui apparaît. La façon démentielle par laquelle la bourgeoisie lutte contre la pensée et la parole de quelques militants désarmés militairement et enfermés, révèle combien leurs convictions sont justes, liées au présent, riches d'avenir pour le mouvement de classe.

**La bourgeoisie
et sa justice préparent
une sinistre comédie médiatique
anti-prolétarienne
et contre-révolutionnaire.
Dénonçons cette farce grossière!**

Le procès fait par la bourgeoisie aux quatre camarades des Cellules doit, dans l'esprit de ses metteurs en scène, se dérouler selon un schéma récupérateur et manipulateur. Il s'agit de présenter les choses de telle manière que la majorité de la population s'identifie inconsciemment aux intérêts de ses pires ennemis, continue en fait à tolérer sa propre oppression. Dans le cas du procès contre les quatre révolutionnaires, cela signifie s'arranger pour que le spectacle des audiences, médiatisé à outrance, pousse les prolétaires à s'identifier aux juges, aux procureurs, aux lois, etc, bref à l'ensemble de la justice bourgeoise, cette justice qui, nous le savons, ne sert à rien d'autre qu'à réguler et normaliser les rapports sociaux pour le plus grand profit des capitalistes.

Le pouvoir espère ainsi faire coup double. D'une part, bénéficier de l'approbation (disons, plus raisonnablement, d'une relative indifférence) des masses face à une lourde condamnation des militants communistes. Et, d'autre part, isoler politiquement et socialement la lutte et le projet révolutionnaire en les prétendant «extérieurs à la réalité de notre pays aujourd'hui».

Voilà pourquoi il faut que tous les travailleurs estiment à sa juste valeur l'enjeu réel du procès, un enjeu global et uniquement politique. Ce procès n'est rien d'autre qu'une manœuvre s'attaquant à l'ensemble du projet révolutionnaire (et même à la seule idée de Révolution) à travers quatre camarades dont l'organisation a fait vivre ce projet et cette lutte le plus authentiquement et le plus dynamiquement ces dernières années.

Ce procès n'est donc rien de plus qu'une manœuvre politique et idéologique visant à assurer la continuation de l'exploitation et de l'oppression du monde du Travail dans une société de crise, de misère et de guerre.

Et c'est tout cela que la bourgeoisie et ses fidèles journaux et télévisions tentent de nier et de cacher...

Mille et une tentatives de diversion et de camouflage

Ce procès sera, pour reprendre l'expression consacrée, «à grand spectacle». Car c'est bien de spectacle - et même plus de fonctionnement judiciaire classique - qu'il faut parler quand on analyse la manière dont il est préparé: transformation de la chambre d'Assises en camp retranché à coup de dizaines de millions, conditionnement des prisonniers afin de pouvoir les traîner aux audiences dans un état conforme au show, campagne de presse sensa-

tionnaliste et diffamatoire... et, fin du fin, construction manipulateur par la confusion faite entre la lutte des Cellules Communistes Combattantes et les aventures irresponsables des deux inculpés liés au «FRAP». Ce dernier coup tordu vise (par l'entrée en scène de deux individus qui reconnaissent à la justice bourgeoise le droit de décider ce qui est légitime ou non) à déforer le camp révolutionnaire dans la lutte aux audiences. Mais la magouille est énorme: personne ne s'y trompera et le piège de l'amalgame se refermera sur le tribunal lui-même!

Mais le plus important à dénoncer dans toutes ces manœuvres, c'est bien sûr l'agression ininterrompue dont les militants sont l'objet depuis le premier jour de leur captivité. Depuis le 16 décembre 1985, les quatre camarades sont soumis à un régime d'isolement renforcé qui vise à les paralyser et à les briser politiquement et, dans le cadre particulier du procès, vise à leur interdire la préparation d'une intervention publique efficace, offensive et collective. Nous allons développer plus longuement ce point.

«Organiser le mouvement de classe sur la ligne et la pratique des Cellules Communistes Combattantes, unifier les avant-gardes de la classe, voilà les tâches des communistes, tâches auxquelles, dans les limites de notre situation, nous contribuerons avec confiance, modestie et dévouement»

Dès la première heure de leur captivité, les quatre militants et militante des Cellules communistes Combattantes annonçaient en ces termes la poursuite de leur engagement au service de la cause révolutionnaire. Ils affirmaient ainsi que cet engagement ne cesse nullement avec l'emprisonnement mais que, du fait de leur situation, leur militantisme s'exprime aujourd'hui exclusivement au travers d'une activité théorique. C'est là le devoir de tout militant désarmé et emprisonné: exploiter au mieux les années de captivité pour s'instruire, réfléchir, contribuer de la meilleure façon à un travail politique profitable pour tous.

Et dès la première heure de captivité de nos camarades, la bourgeoisie a clairement montré qu'elle continue à craindre l'activité, même uniquement théorique, de militants communistes désarmés. Elle leur a immédiatement imposé des conditions de détention visant à rendre impossible leur travail, et cela en empêchant le moindre contact entre eux et avec l'extérieur.

Pratiquement, cela s'est traduit par l'application d'un régime d'isolement carcéral d'exception, régime dégradant d'une brutalité inconnue jusqu'alors dans les prisons du pays, régime exclusivement instauré

pour ces quatre militants (placés directement sous contrôle du gouvernement et de ses agences GIA & Cie).

Pour la première fois en Belgique depuis des dizaines d'années est apparue, avec les Cellules Communistes Combattantes, une force réellement révolutionnaire (ce qui veut dire une force organisée exposant un projet crédible et AGISSANT pour un véritable changement de société)... et pour la première fois un régime de détention délibérément destructeur est appliqué systématiquement contre les militants de cette organisation, et ce sur ordre des plus hauts échelons du pouvoir répressif bourgeois.

A partir du moment où il devint flagrant que les conditions de détention faites à nos camarades les empêcheraient de contribuer politiquement au progrès du mouvement révolutionnaire, l'affrontement devenait incontournable. Il prit la forme, au printemps 1986, d'une longue et dure grève de la faim collective.

La première grève de la faim

L'objectif de cette grève menée du 9 mai au 20 juin 1986 était la transformation des conditions de détention de telle sorte que soit rendu possible un travail politique sérieux et suivi. Concrètement, les militants exigeaient la suppression de l'isolement, le regroupement des prisonniers politiques communistes, l'accès aux bibliothèques et à l'information, le droit à la correspondance et à des visites, etc.

Nous voulons bien insister sur le contenu de ces revendications, car tant les autorités de la bourgeoisie que sa presse fidèle ont tenté d'en présenter une version falsifiée, en ironisant grossièrement, sur de soi-disant exigences de «confort luxueux» ou même de «privileges personnels»! Car évidemment, il est très difficile pour ces grands démocrates de reconnaître qu'ils soumettent des prisonniers, parce que ceux-ci sont des communistes authentiques, à un régime dégradant dont le seul objet est de les empêcher d'affiner et de propager leurs idées. L'enjeu de la grève de la faim reprise le 2 septembre, identique en tous points à celui de celle menée en 1986, dépasse donc largement le cas particulier des quatre camarades: il concerne tout le mouvement de classe. La question posée par la lutte des quatre militants communistes emprisonnés est celle de savoir si, aujourd'hui et ici, la bourgeoisie a ou non les mains libres pour étouffer au fond de ses cachots les révolutionnaires. Cela, c'est une affaire qui concerne tout le prolétariat et son avenir. Bien sûr, la lutte des quatre prisonniers n'est qu'une infime part de la lutte générale qui oppose l'ensemble de la bourgeoisie à l'ensemble du monde du travail... mais, politiquement, elle est une part significative de cette lutte.

En 1986 déjà, l'importance politique de cet enjeu fut bien comprise par les deux camps. C'est ainsi que nombre d'"experts" (policiers, fonctionnaires, journalistes, etc) sont rageusement montés au créneau pour que rien ne puisse être concédé aux grévistes, en même temps qu'en face, dans notre camp, émergeait spontanément une mobilisation solidaire, qui s'est affirmée jusqu'à forcer l'ennemi à reculer.

La grève de la faim du printemps 1986 s'est achevée sur un bilan partagé. Une partie importante mais une partie seulement des revendications put être arrachée au cabinet Gol. Cette victoire limitée devait toutefois permettre l'ouverture et le développement d'un travail politique minimum constructif.

Cela ne dura pas très longtemps. Les travailleurs savent bien, par leur propre expérience de lutte, combien le patronat plie quand il est pris à la gorge, et comment, dès qu'il s'est dégagé, il n'a de cesse de reprendre ce qu'il a dû concéder. Les autorités politiques et judiciaires de la bourgeoisie ont agi rigoureusement de la même façon envers les militants emprisonnés: donnant d'une main ce qu'elles reprenaient de l'autre, s'engageant à des promesses qu'elles n'entendaient nullement tenir, elles ont petit à petit trahi l'ensemble de leurs engagements.

En avril 1987, suite à l'interview donnée au journal «Le Peuple», ces mêmes autorités politiques et judiciaires ont jeté bas le masque en décidant d'en revenir à un isolement intégral, décision prise aussi en prévision du procès.

La nécessité pour le pouvoir de paralyser pratiquement les militants révolutionnaires afin qu'ils arrivent handicapés aux audiences publiques est donc aussi un des motifs de la trahison rapide des acquis de la grève de 1986. La réponse des prisonniers est la reprise du combat.

La seconde grève de la faim est ouverte depuis le 2 septembre...

Solidarité avec les camarades en lutte!

Au début du mois de septembre, les quatre militants des Cellules prisonniers ont donc repris la lutte pour l'obtention de conditions de captivité permettant le travail politique.

Cette fois, ils ont choisi de faire coïncider leur mouvement revendicatif avec la période des audiences publiques du procès afin que la bourgeoisie se retrouve dénoncée pour ce qu'elle est, jusque derrière son masque le plus hypocrite de "justice".

Le pouvoir politique et judiciaire pensait: «Après trois années d'isolement renforcé, les prisonniers seront lessivés et juste bons à faire de la figuration...», mais c'est le contraire qu'il récolte! S'il est

vrai que les conditions dégradantes qui leur sont imposées depuis trois ans empêcheront certainement les camarades de donner à leur intervention publique toute la richesse et la qualité collectives dont ils auraient voulu la charger...

Il n'empêche qu'ils seront là, pour dire toute leur confiance dans l'avenir victorieux du monde du Travail, pour mettre en accusation la bourgeoisie et le capitalisme, et pour démontrer la légitimité prolétarienne du combat de leur organisation.

La seconde grève pose ainsi également des questions qui dépassent de loin le cas particulier des quatre militants. Et son enjeu concerne toujours politiquement, et concrètement, l'ensemble du prolétariat.

Son enjeu est la dénonciation de la légalité bourgeoise comme fonction du pouvoir bourgeois. Son enjeu est la démonstration de ce qu'il ne pourra jamais y avoir de lutte prolétarienne révolutionnaire dans le cadre de cette légalité, et la démonstration de la possibilité et de la nécessité de l'alternative révolutionnaire ici et aujourd'hui pour le monde du Travail. Son enjeu est la compréhension de ce que seule la mobilisation des prolétaires et des communistes peut forcer la bourgeoisie à reculer dans ses manœuvres terroristes contre des camarades qu'elle tient dans ses prisons.

Toutes les menées de la bourgeoisie contre la lutte des Cellules Communistes Combattantes, et dans ce cas-ci contre quatre militants de cette organisation prisonniers, ne poursuivent qu'un seul but: endiguer l'émergence et le développement d'un mouvement prolétarien révolutionnaire dans le pays, faire croire que la lutte de classe est vaine, la lutte communiste impossible, renforcer la soumission et le désespoir des travailleurs dans le respect du système capitaliste.

Et cela, c'est notre affaire à tous et à toutes!

Solidarité prolétarienne avec les quatre militants prisonniers!

Oui, mais... «Que faire?»

Trop souvent, quand on entend parler de solidarité, c'est vis-à-vis de "causes perdues". Et souvent encore, on confond solidarité et charité. Ainsi, la plupart du temps, au-delà de sa générosité, la solidarité ne se traduit qu'en démarche d'arrière-garde, défensive si pas désespérée.

La solidarité prolétarienne, c'est tout autre chose. La solidarité prolétarienne, ce n'est pas le partage des défaites, c'est le partage des victoires. La solidarité de classe, c'est partager et renforcer le combat, toujours et partout, jusqu'à la victoire finale!

Les militants prisonniers ne demandent rien pour eux: hier ils ont décidé d'engager leur existence au service de la révolution prolétarienne, aujourd'hui dans les limites de la captivité ils veulent poursuivre au plus loin cet engagement, demain ils reprendront leur place en première ligne. Ils nous montrent ainsi la voie à suivre: où que nous soyons, quelles que soient les limites de nos forces... au combat contre la bourgeoisie, contre le capitalisme!

Leur lutte de prisonniers est la nôtre, nos combats sont les leurs. Une victoire dans leur grève sera une victoire pour nous tous, et cette victoire, c'est à nous de l'arracher au pouvoir bourgeois.

Si les militants et militante emprisonnés des Cellules Communistes Combattantes sont défaits dans leur lutte, la démoralisation, la soumission, et la conviction qu'il n'y a rien d'autre à faire que continuer à accepter d'être exploités et opprimés, se répandront un peu plus dans de larges secteurs de la classe. Mais si, par contre, les camarades triomphent, alors les secteurs les plus conscients et combatifs de la classe s'en sentiront renforcés et fortifiés (politiquement, idéologiquement, moralement... et donc organisationnellement), plus confiants et décidés dans la relance de l'initiative prolétarienne, finalement mieux à même d'entraîner petit à petit l'ensemble de la classe dans l'offensive anti-capitaliste.

C'est cette victoire que nous devons tous viser, et, en manifestant ouvertement notre solidarité avec les quatre militants des Cellules Communistes Combattantes en lutte dans les prisons du capital, **affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste.**

La solidarité, nous militants communistes la rencontrons chaque jour dans notre travail politique au sein de la classe, mais elle ne deviendra une force effective qu'en prenant un caractère responsable et conséquent, en un mot: conscient. Il faut faire tout ce

qui nous est possible pour expliquer clairement à tous nos camarades les enjeux réels de la grève des militants prisonniers et du procès. Ainsi, il nous appartient de dénoncer les diversions, les manipulations et les tromperies dont usent et useront les bourgeois et leurs bons amis pour masquer ces enjeux. Pour mener à bien ces deux tâches, nous devons nous organiser dans une perspective plus large: celle de la globalité de la lutte de classe. Car après la bataille d'aujourd'hui en viendront d'autres, et puis d'autres encore, et cela jusqu'à la victoire finale, jusqu'à la Révolution communiste.

Que faire pratiquement, maintenant, si l'on pense que le contenu de ce tract est juste? Tout ce qu'il est possible d'entreprendre qui renforce la position révolutionnaire du prolétariat et affaiblit celle réactionnaire de l'ennemi: diffuser ce tract, l'afficher, chauler, relayer la propagande dans son usine, dans son quartier, y prendre publiquement la parole, discuter et construire avec nos militants, structurer des forces organisées, vers des initiatives plus offensives, etc.

C'est à chacun et à tous de réfléchir selon ce qui lui est accessible et surtout ce qui est nécessaire! A chacun et à tous d'agir conformément à la morale révolutionnaire du prolétariat avec confiance, détermination et responsabilité. Rien ne nous viendra "du ciel"... Comptons sur nos propres forces!

**LE COMBAT NE S'ARRETE JAMAIS!
EN AVANT VERS
LA REVOLUTION COMMUNISTE!
CLASSE CONTRE CLASSE!
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS!**

**Collectif Classe contre classe!
septembre 1988**

Le livre **TEXTES DE LUTTE** rassemble, outre le texte du militant communiste révolutionnaire Frédéric Oriach sur la nécessité de la lutte armée, tous les communiqués de 1984 et 1985 des Cellules Communistes Combattantes, ainsi qu'une préface des quatre militants emprisonnés de cette organisation.

FORMAT A5, 224 PAGES,
450 FB, 80 FF.


Cellules
Communistes
Combattantes:
Textes de lutte
1984-85

F. Oriach:
La lutte armée,
nécessité stratégique
et tactique
du combat pour la révolution



Frédéric Oriach
La lutte armée,
nécessité stratégique
et tactique du combat
pour la Révolution

Cellules Communistes
Combattantes
Document du Premier Mai:
A propos de la lutte armée

Cette brochure reprend l'intégralité du texte de Frédéric Oriach sur la nécessité stratégique et tactique de la lutte armée et du «Document du Premier Mai 1985» des Cellules Communistes Combattantes: «A propos de la lutte armée», tous deux extraits du livre **TEXTES DE LUTTE.**

FORMAT A5, 64 PAGES,
100 FB, 20 FF (en librairies:
135 FB, 25 FF).

Travailleurs, Travailleuses, Camarades,

Le vendredi 21 octobre 1988, la justice de la bourgeoisie a confirmé sans la moindre équivoque combien l'unique rapport entre les classes sociales, entre l'exploitation du monde du Travail et sa libération, entre la décadence criminelle de l'impérialisme et la révolution socialiste, c'est la guerre.

Ce 21 octobre, en condamnant à la perpétuité quatre militants et militante communistes révolutionnaires, la justice de la bourgeoisie a avoué on ne peut plus clairement qu'il n'y a plus aujourd'hui la moindre latitude entre sa domination et l'oppression du prolétariat: ceux qui se révoltent, ceux qui œuvrent concrètement pour le progrès socialiste doivent disparaître, immédiatement et totalement.

La bourgeoisie, FEB et banques en tête, sait très bien aujourd'hui que toutes les étincelles de lutte révolutionnaire annoncent l'inévitable brasier. La bourgeoisie sait très bien que la ligne et la stratégie politiques des Cellules Communistes Combattantes éclairent la seule voie qui libérera la classe laborieuse de la crise et de l'exploitation capitalistes.

La bourgeoisie croit pouvoir arrêter l'Histoire avec la répression... Quelle ignorance méprisable! Peut-on enfermer l'idéal de la liberté? Peut-on croire que le prolétariat oubliera la lutte? Quatre camarades sont tombés hier, des milliers se lèveront demain!

Par la brutalité de sa répression, la bourgeoisie est forcée de reconnaître la vérité face aux masses: son pouvoir est tellement illégitime, tellement fragile, tellement vulnérable qu'elle craint quatre militants quand ceux-ci s'engagent sur le chemin de la Révolution.

Que personne, aucun prolétaire, aucun militant ouvrier, ne cède face au terrorisme des condamnations d'hier. Que tous comprennent combien ce verdict exprime avant tout la peur d'une bourgeoisie aujourd'hui aux abois devant la lutte communiste révolutionnaire.

Par les condamnations contre quatre militants des Cellules Communistes Combattantes, la bourgeoisie nous indique combien l'exemple des camarades des Cellules doit nous guider dans le

combat de classe. Et l'Histoire nous indique que nous serons toujours plus nombreux à marcher sur le chemin qu'ils ont ouvert... et aussi qu'il nous faut nous y engager dès aujourd'hui.

Car celui qui ose lutter pour la juste cause du prolétariat, celui-là peut vaincre, il ne peut que vaincre. Et nos quatre camarades nous l'ont encore prouvé en réussissant à briser, après 56 jours de grève de la faim, le régime d'isolement criminel instauré par Gol dès 1985 et dans lequel le psc Wa-thelet comptait les maintenir.

**QUE MILLE CELLULES NAISSENT!
TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS!**

**Collectif Classe contre classe!
octobre 1988**



«Une note sur la démocratie»

Pascale Vandegeerde,
Didier Chevolet, Bertrand Sassoye
& Pierre Carette
(octobre 1988)

Pour vaincre dans la lutte des classes, le prolétariat doit s'armer de la pensée socialiste scientifique et briser les mythes obscurantistes qui contribuent à perpétuer l'oppression de la bourgeoisie.

La «Note sur la démocratie» présentée ici est extraite du second chapitre, «Quelques éléments politiques», de la déclaration centrale faite par Pascale Vandegeerde, Didier Chevolet, Bertrand Sassoye et Pierre Carette, militante et militants des Cellules Communistes Combattantes, au procès de septembre/octobre 1988 à Bruxelles.

Le culte de la démocratie bourgeoise étant devenu la mystification idéologique centrale de la bourgeoisie contre le matérialisme historique et dialectique (et toutes les forces de la gauche institutionnelle s'étant transformées, dans notre pays comme ailleurs, en apôtres besogneux de cette même démocratie), la publication dans Correspondances Révolutionnaires de cette note discordante des quatre camarades nous est apparue essentielle.

Quand nous, communistes révolutionnaires, prenons acte de l'antagonisme irréductible entre les classes sociales, de l'inexorable résolution historique de cette contradiction, et que nous agissons en conséquence au service du prolétariat, nous pouvons voir fleurir contre nous des condamnations et anathèmes particulièrement saugrenus. Ainsi le plus stupide: nous serions des ennemis de la démocratie! Commentaire aussi malveillant qu'imbécile compte tenu du fait que, présenté de cette façon, il ne signifie strictement rien, il n'a tout bonnement aucun sens.

Dans l'absolu, les communistes ne sont pas plus ennemis de la démocratie que de la dictature. Simplement, le fond du problème, c'est de savoir de quelle dictature, ou de quelle démocratie on parle. C'est la question de savoir, par exemple, que la dictature du prolétariat veut dire plus de liberté pour le peuple que la démocratie bourgeoise!

La clef de ce faux paradoxe tient dans cette vérité objective: il n'existe pas de démocratie "en général", mais il y a, selon les époques et les systèmes économiques, des régimes démocratiques déterminés par le système social qu'ils couronnent.

Ainsi les démocraties de l'Antiquité fondées sur

l'esclavagisme n'avaient pas grand chose à voir avec la démocratie bourgeoise contemporaine fondée sur le capitalisme, de même que cette dernière ne partagera aucun point commun avec la démocratie prolétarienne fondée sur le socialisme à venir.

Le régime politique, la forme de pouvoir, encore une fois, est un produit socio-historique, un développement superstructurel d'un mode de production donné. La démocratie "en général", tout comme le droit "en général" ne se rencontrent que dans les propos pervers des idéologues bourgeois qui, pour prétendre à la pérennité de leur système déjà vermoulu, se font les gourous de la nouvelle idole insondable: la démocratie mystique.

Nous, nous sommes contre la démocratie bourgeoise comme nous sommes contre la dictature bourgeoise. Tout simplement parce que nous luttons pour la dictature du prolétariat qui ouvrira la porte à la démocratie prolétarienne.

Nous luttons contre le régime démocratique en place aujourd'hui en Belgique non pas parce qu'il est démocratique, mais parce qu'il est le régime organisant et couronnant le système d'exploitation capitaliste. Si demain la bourgeoisie se devait d'adopter une forme de pouvoir dictatoriale pour perpétuer le système d'exploitation capitaliste, eh bien nous lut-

terions contre cette dictature tout aussi énergiquement que nous pouvons lutter aujourd'hui contre sa démocratie. Les communistes se sont assez souvent placés à la pointe des luttes anti-fascistes pour que nous soyons dispensés de nous étendre plus longuement sur ce sujet.

Est-ce à dire que, pour les communistes, démocratie et dictature se valent à l'intérieur d'un même système donné? Non, pas du tout, une telle conception serait une déviation gauchiste sans rapport avec le sens de la politique communiste. Fondamentalement, certes, nous luttons pour le dépassement du capitalisme par le socialisme, dépassement révolutionnaire qui veut donc dire que toutes les formes de pouvoir propres au capitalisme, des formes les plus dictatoriales aux plus démocratiques, suivront celui-ci dans les poubelles de l'Histoire. Mais pour ce qui est du chemin historique menant du capitalisme au socialisme, la question des formes adoptées par le pouvoir bourgeois ne nous laisse pas du tout indifférents.

Et un simple coup d'œil sur l'histoire de la démocratie en Belgique suffit pour s'en convaincre.

Car il y a réellement quelque chose d'indécent dans la manière dont les bourgeois et leurs larbins se présentent aujourd'hui comme les champions de la démocratie.

Au siècle passé et au début de celui-ci, les prolétaires et les communistes ont dû lutter avec énergie et héroïsme pour imposer la démocratie.

Et comment réagissaient à cette lutte pour la démocratie les prédécesseurs des juges et procureurs siégeant ici? Ils condamnaient et emprisonnaient au nom du droit et de la société.

Et comment réagissaient à cette lutte pour la démocratie les prédécesseurs des chroniqueurs et journalistes ici présents? Ils dénonçaient et calomniaient tant que faire se pouvait.

Et comment, enfin, réagissaient à cette lutte pour la démocratie les prédécesseurs des flics et gendarmes paradant ici? Ils sabraient et fusillaient à tour de bras.

Hier, la mobilisation pour la démocratie avait un caractère très nettement progressiste dans le processus historique. La démocratie permettait notamment l'organisation du monde du Travail et facilitait la liquidation des derniers vestiges de la féodalité. Et dans la mesure où, à cette époque, la lutte pour la démocratie était une lutte au service du progrès, les marxistes s'y sont engagés sans restriction tandis que, justement parce qu'elle était progressiste, les bourgeois la combattaient et la réprimaient avec acharnement. Faut-il rappeler ici que la Sûreté et les flics belges, en mars 1848, expulsaient Karl Marx du pays pour son engagement dans les associations démocratiques?

Aujourd'hui la question de la démocratie se présente tout à fait différemment. Le système capitaliste ayant épuisé toute sa dynamique créatrice pour entrer dans sa phase de décadence historique, la question de la lutte pour le progrès ne peut plus se poser au niveau des formes successives de pouvoir à l'intérieur du capitalisme, mais doit se poser au niveau du remplacement de l'ordre capitaliste par le socialisme.

En d'autres termes, le fait que le système capitaliste revêt aujourd'hui dans ce pays sa forme de pouvoir la moins directement agressive à l'égard du prolétariat, à savoir la démocratie bourgeoise, n'empêche en rien le fait qu'il faut liquider le capitalisme, et par le même occasion toutes les formes de pouvoir capitaliste, démocratie bourgeoise incluse.

Et bien naturellement, depuis que la démocratie bourgeoise a perdu son caractère progressiste dans le processus historique, voici nos bourgeois devenus les meilleurs démocrates du monde, et voilà leurs juges, procureurs, journalistes, fusilleurs et autres larbins métamorphosés en vaillants gardes du corps de la démocratie!

La bourgeoisie aurait-elle trouvé là son chemin de Damas? Oh, que non! Dans un premier temps, la bourgeoisie a pu faire - prudemment - l'expérience de la démocratie, et découvrir à cette occasion que, contrairement à ce que les naïfs persistent à croire, cette démocratie ne constitue en rien une menace pour la perpétuation de son pouvoir: les ministres s'agitent et les patrons restent, les élections se succèdent et l'exploitation se renforce, les partis valsent et les holdings prospèrent.

Dans un second temps, la bourgeoisie a dû constater que, sans cesse démasqué aux yeux de tous par des crises et des guerres toujours plus terribles, le système capitaliste ne pourrait cacher éternellement sa caducité et son caractère essentiellement anti-populaire. Alors, pour lutter contre cette clarification naturelle des faits, les chantres du régime nous bassinent du matin jusqu'au soir, et du soir jusqu'au matin, avec la sacro-sainte démocratie; démocratie que, pour la cause, ils ont même l'impudence de placer au crédit du système, ce qui ne manque pas de cynisme quand on se souvient du prix que les travailleurs durent payer pour lui imposer cette démocratisation!

Vouloir mobiliser les masses autour de la démocratie bourgeoise, aujourd'hui, signifie objectivement vouloir les mobiliser autour du système capitaliste pourrissant sur pied.

De progressiste qu'elle était il y a un siècle, la mobilisation pour la démocratie est devenue réactionnaire aujourd'hui, - et elle le sera sans cesse plus tant que persistera le capitalisme - voilà pourquoi, maintenant, cette démocratie s'affiche au "top niveau" des valeurs défendues par la bourgeoisie, ses complices et ses larbins.

La dénonciation de la véritable nature de la démocratie bourgeoise n'est pourtant pas une chose récente. Lénine lui-même en exposait déjà le problème:

«Nous déclarons que nous marchons contre le capitalisme en général, contre le capitalisme républicain, contre le capitalisme démocratique, contre le capitalisme libre, et nous savons qu'il brandira contre nous le drapeau de la liberté. Et nous lui répondons [...]: toute liberté est une duperie, si elle est contraire aux intérêts de l'émancipation du Travail de l'oppression capitaliste».

Dès lors, les sottises litanies répandues contre la ligne politique communiste révolutionnaire, dans la langue de bois bien connue des démocrates, ne nous inquiètent nullement.

D'autant moins encore que nous en connaissons les commanditaires et la signification...

Les communistes et les prolétaires conscients et combattifs ne dévieront jamais d'un pouce de leur programme pour la conquête de tous les pouvoirs par le prolétariat, pour le prolétariat.

**Pascale Vandegeerde, Didier Chevolet,
Bertrand Sassoie et Pierre Carette
Bruxelles, le 14 octobre 1988**

Pascale Vandegeerde et Bertrand Sassoie sont actuellement emprisonnés à FOREST, 52 avenue de la jonction à 1060 Bruxelles; et Didier Chevolet et Pierre Carette à SAINT-GILLES, 106 avenue ducpétiaux à 1060 Bruxelles. En raison des transferts, il est préférable, avant de leur écrire, de contacter l'A.P.A.P.C., dont l'adresse est indiquée ci-dessous.



Pascale Vandegeerde, Didier Chevolet,
Bertrand Sassoie & Pierre Carette,
militante et militants des
Cellules Communistes Combattantes

Déclarations au procès
(26 septembre - 21 octobre 1988)
et seconde interview
au journal «Le Peuple»
(23 septembre 1988)

Aujourd'hui, il faut nous saisir de la victoire des quatre camarades des Cellules au procès: il faut que les déclarations au procès soient connues du plus grand nombre de prolétaires. Il faut que chaque militant communiste relaie notre travail de propagande en diffusant ces textes autour de lui, dans son quartier, dans son usine, qu'ainsi tous les camarades en tirent force, et confiance dans la Révolution, et apportent une réponse offensive au verdict du 21 octobre 1988.

Une brochure publiée par l'**Association des parents et amis des prisonniers communistes** rassemble les «Déclarations au procès» des quatre militants des Cellules Communistes Combattantes et le texte intégral de la seconde interview qu'ils ont accordée au journal «Le Peuple» le 23 septembre 1988.

Pour commander cette brochure, il faut écrire, sans rien mentionner d'autre sur votre envoi que:

BP 6, Saint-Gilles 1, 1060 Bruxelles

FORMAT A4, 48 PAGES, 100 FB, 20 FF
(prix de vente en librairies: 135 FB, 25 FF)

«L'économie de la crise»

Resistencia (novembre 1987)

«L'économie de la crise» est le titre générique sous lequel ont été publiés dans **Resistencia**, l'organe du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué), l'éditorial et les trois chapitres que nous reproduisons ici.

Ces textes apportent une claire réponse marxiste aux mensonges sur la "relance", sur la "réactivation" économique, qu'annoncent inlassablement les économistes bourgeois et les autres "spécialistes" au service de la propagande capitaliste.

Pour l'intérêt de nos lecteurs, nous avons choisi de substituer au quatrième chapitre présenté par **Resistencia**, «La crise en Espagne», une série de notes relatives à la situation de la Belgique. Et afin de lier ces exemples aux développements dont ils relèvent, nous les avons directement intégrés au texte.

Editorial:

«La tempête de la crise n'est pas encore passée»

L'écroulement de la bourse s'était annoncé tant de fois et les autorités s'étaient montrées tellement sûres d'elles-mêmes et de leurs ressources financières pour y faire face, que personne ne pouvait croire qu'un nouveau krach puisse se produire; et encore moins un krach de la force et de l'intensité de celui dont nous parlons [octobre 1987 (ndlr)]. Et le plus "étrange", c'est que cette fois, à la différence de ce qui se passa lors du krach de 1929, la crise boursière s'est produite durant une «phase expansive» de l'économie et au milieu de la plus grande euphorie dont se souvienne le monde des affaires; ce qui révèle le caractère éphémère de cette «expansion» et les problèmes de fond dont souffrait depuis quelque temps l'économie capitaliste.

La Bourse, en tant que caisse enregistreuse des oscillations du capital productif et de la diminution de la production, ne pouvait, pour le moins, que s'en ressentir... et finalement agir comme détonateur de la crise capitaliste mondiale: le pire doit encore arriver; la tempête de la crise n'est pas encore passée.

Comme l'écrivit la revue française «Le Nouvel Observateur», le billion de dollars qui s'est évaporé rien qu'à Wall Street «exprime en principe une perte que l'on peut compter; la contre-partie économique des valeurs dépréciées - les actifs des entreprises - continuent à être debout. Mais une épargne a été détruite. Moins d'épargne signifie moins de disponibilité pour consommer. Et donc, à plus longue échéance, moins de production et moins d'investissement. Tous les ingrédients de la dépression».

Une fois de plus, la bourgeoisie de tous les pays a été victime, non seulement de son avarice, mais aussi de ses erreurs et de ses illusions. Mais le problème est qu'elle essaye encore de détourner l'attention, des causes profondes et de la portée réelle de la crise, et de les cacher. Personne qui ait un jugement sain ne pourrait attribuer un phénomène d'une telle nature et d'une telle importance à une «faute technique» ou à une «petite guerre» et d'autant moins, comme on pourra le comprendre, aux déclarations faites par l'un ou l'autre des grands chefs des finances. Et c'est pourtant précisément sur tout cela qu'insistent journaux et revues... en même temps qu'on fait taire certaines voix discordantes.

Dans le chœur des absurdités et des âneries se distingue aussi la version officielle espagnole, qui attribue le désastre à un «manque de coordination» entre les principaux centres du pouvoir économique et financier capitaliste.

On parle beaucoup ces jours-ci de l'inter-dépendance économique qui existe entre tous les pays, spécialement entre les pays capitalistes les plus développés, ce qui est certain. Mais cette inter-dépendance, basée sur la «liberté d'entreprise», sur le «libre commerce» et la non moins «libre» et effrénée concurrence, ne permet pas un contrôle effectif des forces aveugles qui agissent sur le marché. Au contraire, cette inter-dépendance accentue la lutte entre les monopoles des différents pays et agit, en fin de compte, sur le mode des vases

communicants, de telle sorte qu' elle étend rapidement le mal à toutes les parties. La "coordination" rencontre une barrière insurmontable dans la nature privée du capital elle-même et dans l'anarchie de la production. De plus, la situation de chaque pays sur le plan économique n'est pas identique à celle des autres et les objectifs de chaque Etat, en général, différents ou sont incompatibles avec ceux des autres, ce qui fait que les mesures qui peuvent être prises pour contenir ou pallier les effets de la crise risquent d'affecter de manière différente les intérêts de chacun d'entre eux. Ainsi, au lieu d'accords et de coordination, ce qui se fait le plus fréquemment c'est la décoordination et l'obstruction, qui ont fini par devenir les méthodes les plus utilisées dans la lutte inter-impérialiste. C'est ce qui s'est manifesté récemment de manière très claire. De fait, pour les oligarchies financières dominantes, l'inter-dépendance s'exprime dans l'empressement à garantir le maximum de liberté pour la reproduction de leur capital monopoliste propre.

Dans les premières dizaines d'années de l'après-guerre, les conditions de cette reproduction étaient relativement favorables, mais au début des années '70, le capital industriel est arrivé à un stade de stagnation qu'il n'est pas parvenu à dépasser. Cela a provoqué une baisse considérable des indices de croissance. Durant les dix dernières années, le capitalisme international a souffert, à l'intérieur de la marche générale de la crise permanente dont il souffre, de deux crises de surproduction: 1973-1975 et 1980-1982. L'inflation s'est emballée, le chômage a augmenté. A cet état de choses s'ajoutent les crises structurelles, stimulées par la révolution technologique, et le lent épuisement des matières premières. De plus, l'aggravation des conditions économiques extérieures des USA a démembré le système monétaire, ce qui a contribué, à son tour, à l'instabilité de l'économie capitaliste mondiale et à la pagaille financière. Le grand capital a donc commencé à mettre en pratique ses mesures «anti-crise» dans tous les pays capitalistes. L'Etat lui est venu en aide pour baisser les salaires, augmenter les prix, fermer les entreprises et envoyer des millions d'ouvriers au chômage. Toutes ces mesures ont provoqué en conséquence la diminution de la consommation, laquelle a eu une influence directe sur la chute des marchés, aggravant ainsi encore plus la situation.

En résumé, l'essence de la crise actuelle du capitalisme ne revêt pas, comme dans le passé, le caractère d'une crise cyclique ou conjoncturelle s'insérant dans le cercle *essor - récession - dépassement - expansion* ; il s'agit cette fois d'une crise permanente, et elle est déjà chronique; c'est une crise générale du système capitaliste, une crise historique, d'épuisement et de décadence.

On peut dire que les conditions de l'éclat qui vient de se produire - et qui implique une aggravation brutale et extrême de la crise - étaient données depuis un certain temps; cela est mis en évidence, parmi de nombreux "détails", par le gonflement démesuré, complètement artificiel - mais normal, vu les conditions - qu'avait atteint la Bourse. L'enlèvement économique, la réduction du potentiel productif, la saturation des marchés, l'accroissement des stocks de marchandises qu'on ne peut écouler, la dette extérieure et la ruine économique des pays du Tiers-Monde, l'augmentation du chômage, l'accroissement du déficit commercial des USA, le détournement des fonds publics pour les investissements improductifs de l'industrie de l'armement, les hauts taux d'intérêt,... tous ces facteurs, ajoutés à l'absence de perspectives dans l'industrie et le commerce, ont fait affluer à la Bourse une masse croissante de capital à la recherche d'affaires faciles et de moindres risques - la plupart du temps de type spéculatif - jusqu'à ce que l'énorme bulle de savon, qui avait gonflé selon sa logique propre, ait éclaté, selon la même logique, au moment et de la façon dont il fallait qu'elle le fasse.

Cette accélération de l'approfondissement de la crise capitaliste est aussi la conséquence - il ne faut pas l'oublier - de la politique *néo-libérale* qu'a appliquée ces dernières années la plus grande partie des pays capitalistes, laquelle a mis en évidence les mesures incontrôlées de l'économie, les reprivatisations des entreprises nationalisées, les manipulations monétaires «anti-inflationnistes» et autres mesures au contenu anti-populaire très clair, comme la réduction (et même dans de nombreux cas, la suppression) des programmes sociaux, toutes mesures destinées à promouvoir la restructuration et le rééquipement industriel et financier, et à faciliter une plus grande accumulation et concentration du capital. La contradiction qui fait s'affronter de manière croissante la socialisation du processus productif avec la grande propriété capitaliste - contradiction que Reagan, Chirac, la Thatcher et d'autres gouvernants comme le petit Felipe Gonzalez croyaient avoir résolue une fois pour toutes en faveur du capitalisme - a fini par leur éclater dans les mains plus tôt qu'on ne pouvait le supposer, entraînant dans l'abîme le plus profond toute cette politique et y jetant l'ensemble du système. Rien que ceci met déjà à l'ordre du jour la nécessité de la révolution socialiste.

L'Etat devra prendre en charge les pertes occasionnées par la crise, pertes qui ont été très fortement augmentées par la politique *néo-libérale*, c'est-à-dire qu'il devra nous faire porter des charges encore plus pesantes que celles que supportent déjà les épaules des travailleurs. De plus, la dépression va provoquer la ruine massive des petites et moyennes entreprises

et accroître de manière illimitée l'inflation, les prix des produits de consommation et les chiffres du chômage. L'extension de la faim, des maladies et de toutes les misères que génère le système donnera lieu à une crise sociale sans précédent. Pour se rendre compte de l'impact que va avoir cette nouvelle aggravation de la crise sur la vie des masses, il suffit de dire qu'en ce qui concerne le chômage, et seulement pour les pays sous-développés, les chiffres s'élèvent déjà à plus de 500 millions de sans-emploi, qui se voient obligés de traîner l'existence la plus noire.

Jusqu'à quand les ouvriers devront-ils supporter pour eux-mêmes et leurs familles une telle calamité? Il ne nous paraît pas exagéré d'affirmer que ce ne sera plus long. Bien que le capitalisme ait démontré maintes fois sa capacité d'adaptation à la crise générale dont il souffre, une chose est apparue de manière assez claire ces derniers jours: avec le *néo-libéralisme*, on peut dire que le capitalisme international a brûlé sa dernière cartouche, sans qu'il ne lui reste même le recours de retourner au *keynesianisme* - ainsi que le promettent encore avec culot les réformistes et autres défenseurs de l'impérialisme. Ce qui est appelé l'«Etat de bien-être» (la société rentière et parasitaire dont parlait Lénine, qui

repose sur les épaules de l'immense majorité des ouvriers des pays capitalistes et des peuples des colonies) a été enfoui il y a déjà longtemps sous les décombres de la crise et enterré par la «révolution» conservatrice, et ce serait un miracle si la situation ne dérivait pas très rapidement vers une contre-révolution ouverte et un fascisme insolent dans tous les pays où cet «Etat de bien-être» a été conçu.

L'Espagne n'échappe pas à ce courant général. Mais, en plus, ici, les problèmes économiques et les antagonismes sociaux apparaissent encore beaucoup plus développés que dans d'autres pays d'Europe. Et les taux d'inflation, du chômage, et du déficit public sont beaucoup plus élevés. Cela explique le «boom» des gains capitalistes des dernières années et les gains en bourse obtenus grâce aux facilités extraordinaires concédées au capital national et étranger par le gouvernement du Parti «Socialiste Ouvrier» Espagnol selon les règles *néo-libérales*. Mais très vite, la superficialité de ce «boom» devra se manifester, et on pourra en apprécier les résultats, vraiment désastreux. Pour le moment, les Bourses espagnoles ont chuté en flèche, beaucoup plus bas que la moyenne mondiale et même européenne, ce qui est un indice clair de la profonde dépression qui s'annonce.

L'idéologie qui a orienté l'offensive ultra-réactionnaire du capital ces derniers temps est inspirée de l'expérience de la crise des années '30 et a comme principaux objectifs la suppression des conquêtes sociales et politiques des masses et la désarticulation de leur mouvement politique organisé - considéré comme «opposé à l'intérêt national» - pour faire face à la crise dans l'intérêt du grand capital. Cette idéologie est basée sur la croyance à la «rationalité» du marché et au «rôle autonome» de l'argent dans l'économie. Le «monétarisme» et les «perspectives rationnelles» du marché sont proposés comme alternatives scientifiques aux théories keynesiennes qui ont prévalu dans la période de «développement soutenu» comme bases d'orientation économique et politique dans la majeure partie des pays capitalistes. Les théories de Keynes se fondent sur l'idée de «la combinaison de la démocratie et du capital» et ont fourni les bases de l'entente et de la collaboration de la social-démocratie et du révisionnisme avec les pouvoirs des Etats monopolistes. Keynes lui-même exprimait ainsi les termes de cette collaboration: «Il n'est pas important que l'Etat assume la propriété des moyens de production. Si l'Etat est capable de fixer le montant ajouté des ressources destinées à accroître les moyens de production et la rémunération de base de leurs propriétaires, il aura réalisé plus qu'il ne fallait»⁽¹⁾. En appliquant ses recettes, "les causes du non-emploi et du désordre économique n'étant autres que l'insuffisance de la demande", Keynes en venait à conclure que toute augmentation des dépenses du gouvernement stimulerait la production et réduirait le non-emploi, en créant le réseau de services sociaux constituant ce qu'on appelle «l'Etat-providence», autour duquel ont prospéré les réformistes. Et cette politique a effectivement procuré au capitalisme la paix sociale dont il avait besoin pour sortir de la profonde crise des années postérieures à la guerre mondiale et pour développer en même temps intensivement tous les mécanismes du système monopoliste d'Etat. Bien que, dans un premier temps, ce système ait été considéré principalement comme moyen de régulation de la crise (dans son maintien), il a bientôt été adapté à la lutte contre la classe ouvrière et est devenu un instrument de la bourgeoisie dans les affrontements de classe. Cependant, sur tous ces terrains, ce système a échoué; c'est pourquoi tout l'édifice de l'*Etat de droit* s'est écroulé. Et les théories élaborées par Keynes ont cédé le pas à la *reaganisation* et à la profonde crise qui s'abat actuellement sur le monde capitaliste tout entier.

(1) John Maynard Keynes: «Théorie générale sur l'emploi, l'intérêt et la monnaie».

Chapitre 1. L'économie de la crise

La seconde guerre mondiale a mis un terme à la longue période de crise et de dépression économique qui s'était étendue durant toute la décennie des années '30. La destruction incalculable des ressources, le dénouement des contradictions inter-impérialistes pour la répartition du monde par la voie de l'agression militaire ont plongé le système capitaliste dans le plus grand désastre économique jamais connu dans toute son histoire. Puis, à partir de la guerre impérialiste, les pays capitalistes ont repris le chemin de la croissance et de l'accumulation économiques, un chemin qui n'allait cependant pas être exempt de crises de toutes natures et de toutes tailles.

Durant les années de guerre, la principale puissance impérialiste, les USA, a accru ses installations industrielles de 50%. L'Europe capitaliste, au contraire, en est sortie profondément endommagée et sur une voie de récupération économique très difficile.

En 1947, les yankees disposaient déjà de plus de la moitié des manufactures mondiales et du tiers des marchandises produites; de leur côté, les puissances capitalistes européennes ont vu durant les années d'après-guerre leur participation à l'économie mondiale réduite de manière draconienne. Ainsi, l'Angleterre a vu chuter sa participation à l'économie mondiale de 11% en 1938 à 9% en 1950; l'Allemagne de 10,6% à 5,8%; la France de 6,2% à 4,3% et le Japon de 4,2% à 1,3%.

Le plan marshall

Le Plan Marshall, hormis son caractère d'arme politique, constituait la clé de la reconstruction économique capitaliste de l'après-guerre. Ce Plan était une pièce importante à l'intérieur de la campagne visant au chantage et à la contention du camp socialiste. C'était un programme économique d'aide et de coopération inter-capitaliste qui permettait aux USA de raffermir encore leurs positions et contribuait à surmonter la banqueroute économique des pays capitalistes européens. Il fut appliqué de 1946 à 1955; grâce à ce plan, la dette contractée par les pays capitalistes européens vis-à-vis des USA s'éleva à 38.000 millions de dollars. Ce plan empêcha aussi que le déficit commercial élevé des européens puisse être réduit.

Aux USA, la production industrielle s'éleva entre 1937 et 1948 de 72%. Il est clair que cette période fut celle de la plus grande prospérité pour les yankees.

Entre 1945 et 1947 plus de 200 accords bilatéraux ont été signés, et en 1955 fut signé l'Accord Monétaire Européen. L'affluence des dollars amenés vers l'Europe par le Plan Marshall mit fin à la pénurie de cette devise, résolvant le problème des paiements internationaux et permettant à la monnaie américaine de devenir la pierre angulaire du Système Monétaire International.

[La Belgique qui, comme d'autres pays alliés des USA, avait déjà contracté des dettes auprès des yankees, accepta en 1947 l'"aide" du plan Marshall, qui lui permit d'acquérir des biens à des prix favorables dans la zone dollar, et d'obtenir des crédits. La Belgique adhéra pour ce faire à l'«Organisation Européenne de Coopération Economique» créée pour l'occasion, ce qui provoqua le départ du Parti Communiste de Belgique du gouvernement.

Proportionnellement, la Belgique fut l'un des premiers "bénéficiaires" du plan Marshall, ce qui, conjugué avec l'exploitation très profitable de la colonie, permit de résoudre les problèmes alimentaires plusieurs années avant la France, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne.]

Le Plan Marshall servit à la fois à alimenter les pays européens en moyens de paiement nécessaires et en même temps à créer le Fonds Monétaire International des USA. Avec la création du Fonds Monétaire se créa un authentique patron dollar.

Décennies de plein essor

De la fin de la seconde guerre mondiale à 1973, les pays capitalistes ont vécu une des étapes les plus longues de croissance économique (ce qui ne veut pas dire que des crises périodiques ne se produisirent pas, fruits, entre autres, de forces anarchiques d'accumulation du marché).

[Parmi ces crises périodiques, celle qui frappa le plus durement la Belgique débuta en 1958 (cette année là, le P.I.B. chuta de 0,6%). Cette crise se ressentit surtout dans l'industrie textile et dans les charbonnages, et déboucha sur la politique anti-populaire du gouvernement social-chrétien (Gaston) Eyskens 3, puis sur les grandes grèves de l'hiver 1960-1961.

Mais globalement, ces décennies furent une période de croissance. Alors que la croissance annuelle de l'économie belge était de 1 à 1,2%

dans l'entre-deux-guerres, elle fut de 2% en 1950, de 2,75% entre 1954 et 1959, et de 5,14% entre 1960 et 1969 (ce qui était plus que la Grande-Bretagne mais moins que les USA, la RFA et surtout le Japon). De 1954 à 1974, le P.N.B. (exprimé en prix constant) s'est multiplié par 2,36. La production s'est accrue de 3,6% par an de 1953 à 1960, et de 6,1% par an de 1961 à 1972.]

L'accroissement du produit global à l'échelle mondiale entre 1948 et 1973 peut être estimé à 5% annuels. En 1950 le produit par tête, dans les pays capitalistes avancés, était de 11,2 fois supérieur à celui des pays semi-coloniaux et sous-développés. Et en 1977 il était de 12,5 fois supérieur.

Un autre élément à souligner, caractéristique de cette époque, est celui de l'intervention de l'Etat, et en particulier les dépenses militaires.

La participation publique augmenta rapidement après la seconde guerre mondiale. Les pays capitalistes considéraient que la grande leçon de la dépression des années '30 était que l'Etat devait intervenir pour réguler l'économie, en "adoucissant" le cycle de reproduction du capital [voir encadré page 18].

Durant ces années, les systèmes de Sécurité Sociale se sont étendus dans ces pays, venant agir en tant que stabilisateurs automatiques de l'économie.

[En Belgique, «c'est surtout le socialiste Achille Van Acker qui mit au point le système de la Sécurité Sociale au cours des quatre premiers gouvernements de l'après-guerre, qu'il présida à trois reprises jusqu'à la mi-1946. Pendant la guerre, l'industriel catholique Bekaert avait préparé la politique du pacte social et l'avait défendue auprès du patronat. [...] Le 28 septembre 1944, fut créé l'Office National de la Sécurité Sociale (O.N.S.S.). Pour la première fois furent ainsi rendues obligatoires un certain nombre d'assurances. Et les salariés furent, à l'exemple du plan anglais mis au point par le libéral Beveridge, affranchis de la peur de la misère et de l'obligation humiliante d'avoir recours à l'Assistance Publique. La Conférence Nationale du Travail du 10 octobre 1944, à laquelle participaient des représentants des patrons et des syndicats, tomba d'accord sur le principe de la sécurité d'existence. Ce principe impliquait l'octroi aux salariés d'une pension, l'obligation de s'assurer contre la maladie et l'invalidité ainsi que contre le chômage forcé (assurance auparavant facultative), l'octroi d'allocations familiales et d'une période annuelle de congé. [...] L'O.N.S.S. serait financée à con-

currence de 8 à 8,25% par une retenue sur les salaires et sur les traitements des employés et, à concurrence de 12,25 à 15,50%, par les employeurs. C'était là un nouveau point de départ pour ce qu'on allait appeler ultérieurement l'«Etat-providence». Ce n'est qu'à partir de la fin des années '70 que l'on mit en cause, suite à la récession, un certain nombre de ces acquis». (Els Witte & Jan Craeybeckx, «La Belgique politique de 1830 à nos jours», éditions Labor, pp. 337 et 338)]

La crise des années '70

Le rythme rapide de l'expansion capitaliste conduisait cependant inévitablement à l'excès de production face à la demande et aux différenciations entre les secteurs productifs, bref, à la crise de surproduction. La situation du capitalisme se détériora de manière générale, plus profondément que lors d'une simple étape du cycle économique, et cette détérioration continua même durant les périodes de renaissance ultérieures, comme celle de 1976-1979. A cette époque, l'inflation fut un trait caractéristique. Durant 1972-1973, les prix des matières premières ont doublé: la crise du pétrole a mis en lumière d'autres problèmes qu'avait accumulés le capitalisme, comme celui de la crise des ressources naturelles.

Ce qui est entré en crise dans les années '70, c'est le système d'intervention stabilisatrice de l'Etat, et, à l'échelle internationale, les mécanismes de régulation des relations. Malgré la création du FMI (Fonds Monétaire International), de la BIRD (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) et du GATT (Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce), la doctrine keynésienne d'intervention de l'Etat se révéla insuffisante pour pallier la crise du système.

C'est le capitalisme, par son essence propre, qui est incapable de trouver une forme d'organisation supérieure assurant un développement harmonieux.

La crise de 1973-1975 se manifesta par la réduction de la production industrielle, le freinage brusque de la croissance du produit global, l'élévation du chômage et des taux d'inflation, et la diminution des investissements et de l'utilisation de la capacité productive existante.

[En Belgique, l'impact de la crise de 1973-1975 se manifesta le plus violemment en 1975. C'est en 1975 que pour la première fois depuis 1958, le P.I.B. baissa (de 2,4%); cette année-là, la production industrielle diminua de 7,4%, la productivité de 1,6%, et l'emploi dans l'industrie

de 5,8% au bas mot. C'est cette année-là également que la Belgique a connu son taux record d'inflation (12,8%) et que la part des investissements dans le P.N.B. (qui était croissante depuis de nombreuses années, jusqu'à atteindre 22,3% en 1974) commença à décroître.]

La ranimation de l'économie de la mi-1975 à 1979 ne fut pas suffisante pour réabsorber les travailleurs expulsés du processus de production. De la même manière, le notable accroissement des dépenses publiques (et par conséquent des déficits budgétaires) a permis d'"adoucir" les conséquences de la crise, mais dans presque tous les pays capitalistes les déficits se sont quand même accrus.

[De 1974 à 1981, les dépenses publiques de la Belgique sont passées de 915,5 à 2.285,5 milliards de francs belges. Le déficit des finances publiques (soit le déficit des finances du Trésor, des autres finances du pouvoir central, de la Sécurité Sociale et des pouvoirs locaux) était de 84 milliards de francs belges en 1974 (soit 4% du P.N.B.), de 148 milliards en 1975 (6,4%), de 196 milliards en 1976 (7,4%), de 206 milliards en 1977 (7,2%), de 242 milliards en 1978 (7,9%), de 287 milliards en 1979 (8,8%), de 404 milliards en 1980 (11,5%) et de 595 milliards en 1981 (16,4%).]

Une croissante intervention publique, une croissante aide publique, est venue au secours des entreprises en crise, subventionnant des secteurs entiers, et empêchant un effondrement beaucoup plus radical que celui qui arriva.

[En Belgique, «les dépenses publiques sont passées, de 1974 à 1981, de 43,6% à 63,1% du P.N.B.. De nombreux facteurs sont intervenus dans cette progression. [...] Mais les "retombées de la crise" ont joué le rôle majeur: indemnisation d'un chômage croissant, subventions, crédits et prises de participations dans les entreprises en difficulté, développement de l'emploi public dans l'intention notamment de compenser les pertes d'emploi dans le secteur privé». (Guy Quaden, «Les Finances Publiques», éditions Labor, pp. 143 à 145).

Les postes qui ont connu les plus hauts taux d'augmentation dans la croissance des dépenses publiques de 1974 à 1981 étaient (outre les charges d'intérêts de la dette, passées durant cette période de 73,1 à 289,1 milliards de francs belges), les dépenses de chômage et de promotion de l'emploi (de 18,2 à 153,8 milliards)

ainsi que les octrois nets de crédits et les prises de participation (de 17,3 à 103,2 milliards). De 1971 à 1985, les cinq secteurs nationaux (sidérurgie, charbonnages, construction navale, textile et verre creux) engloutirent ainsi 450 milliards d'aide des pouvoirs publics.]

De plus, l'accroissement de la dépense publique et les systèmes de Sécurité Sociale ont freiné la chute de la consommation, ce qui a empêché que la disproportion entre production et consommation, entre offre et demande, ne soit plus grande.

[En Belgique, l'indexation des salaires a également beaucoup contribué à la protection du pouvoir d'achat des masses et donc au soutien de la consommation dans la première décennie de la crise... jusqu'à sa liquidation de fait en 1982.]

Un autre facteur encore a contribué à éviter l'aggravation de la crise: l'accroissement de l'endettement des pays moins développés.

Tout ce que nous avons dit plus haut ne signifie pas que la crise du capitalisme ait une solution; au contraire, il ira de crises en crises de plus en plus profondes, en dépit même des mirages que lui procurent certains symptômes conjoncturels de ranimation. Le capitalisme a démontré à suffisance son incapacité à surmonter les obstacles qu'il met lui-même au développement, aggravant ainsi de manière extraordinaire toutes les contradictions au sein de sa société.

La crise monétaire et financière

La crise monétaire et financière est à la fois partie intégrante et expression de l'approfondissement de la crise générale du capitalisme. Une de ses bases est le processus de décomposition de la production commerciale par suite du développement des monopoles et du capital monopoliste. A l'intérieur de cette crise monétaire et financière se distingue l'inflation. «Je dis en toute franchise que l'inflation est notre ennemi actuel numéro un; si nous n'y mettons pas fin, elle détruira notre pays», ainsi s'exprimait, devant l'ex-président Gerald Ford, le journaliste et idéologue français Jacques Rueff. L'inflation, "moyen de stimulation de l'activité économique complètement légal et même souhaitable", selon les recettes mêmes de Keynes, est devenue «un des phénomènes les plus alarmants de notre temps, un problème mondial»⁽¹⁾.

(1) F. Schulthess: «L'inflation, problème mondial», Crédit Suisse, Zürich, 1975.

A la base du processus d'inflation de ces dernières décennies, il y a la structure monopoliste d'Etat de l'économie capitaliste moderne, où s'opposent deux principes: le monopole et la concurrence. L'inflation devient partie intégrante du mécanisme de formation monopoliste des prix. L'inflation devient un moyen très important de redistribution du revenu national en faveur des monopoles. C'est pourquoi les particularités du système monétaire et de crédit du capitalisme contemporain, la croissante expansion de la banque, l'accroissement de la dette de l'Etat et le déficit chronique des budgets des Etats, jouent un rôle important dans l'apparition et le développement des processus d'inflation.

Un indice de plus de «l'explosion inflationniste» des années '70 est l'accroissement brusque des rythmes d'augmentation de la masse monétaire en circulation, qui a surpassé tant le volume de la production industrielle que celui de la production des biens et services dans leur ensemble. «Aux USA, par exemple, le volume des dépôts et de la monnaie en circulation a augmenté en 1969-1974 de 36,2%, alors que le P.N.B. a augmenté seulement de 13,2% et le volume de la production industrielle de 12,7%. Les rythmes d'augmentation de la masse monétaire dans les années '70 en Grande-Bretagne ont dépassé de plus de 6 fois les rythmes d'accroissement du P.N.B., presque 4 fois en France et plus de 8 fois en Italie»⁽²⁾.

La crise aggrave les relations économiques du capital international

La réduction du commerce extérieur et l'aggravation de l'état des balances commerciales et des paiements des pays capitalistes développés sont la preuve de l'intensification lente de la crise dans les relations internationales capitalistes.

(2) «Monthly Bulletin of Statistics», XII, 1975.

Ainsi, en 1975, le commerce mondial entre les pays capitalistes s'est réduit de 10%. En 1976, le déficit global de la balance commerciale des USA, du Japon, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie s'éleva à 40.200 millions de dollars.

[La Belgique ayant abordé la crise de 1973-1975 avec une monnaie sous-évaluée (donc en position de surcompétitivité), elle ressentit peu, dans un premier temps, l'impact de la crise au niveau des équilibres extérieurs: le premier déficit n'apparut qu'en 1977 (et il alla par la suite en s'empirant).

Mais cette caractéristique accéléra les tendances inflationnistes, et alors que taux d'inflation était déjà de 7% en 1973, il atteignit, comme nous l'avons vu, 12,8% en 1975. Cela provoqua les politiques anti-inflationnistes basées notamment sur un franc fort, politiques qui - après avoir apporté des résultats sur le "front de l'inflation" (3,7% "seulement" en 1978, pratiquement le taux le moins élevé d'Europe) - s'effondrèrent lors de la chute des cours du franc belge fin 1980, début 1981.]

Du fait de la crise des relations économiques internationales, le commerce extérieur de nombreux pays capitalistes cesse d'être un facteur qui contribue à soutenir la conjoncture économique générale, à atténuer les oscillations cycliques et à stimuler la croissance économique, et il devient le canal par lequel se propagent d'un pays à un autre l'inflation, le chômage, la spoliation et le pillage dans la concurrence.

[PNB: Produit National Brut, somme des valeurs ajoutées créées par les personnes actives d'un pays, qu'elles y résident ou non; PIB: Produit Intérieur Brut, somme des valeurs ajoutées créées par les personnes actives d'un pays à l'intérieur de ses frontières, quelle que soit la nationalité de ces personnes.]

Chapitre 2. La réactivation de la crise

L'année 1981 fut particulièrement défavorable aux pays de l'OCDE et spécialement aux pays capitalistes européens membres de la CEE. Le P.I.B. des premiers décrut de 0,3% tandis que pour les seconds, la décroissance atteignit 0,6%. En 1982, dans les deux cas, la croissance fut de 0,25%, ce qui confirme la persistance d'une crise de plus en plus profonde dans les secteurs industriels de ces pays.

Pour sa part, le non-emploi, qui mit au chômage 15 millions de personnes dans les pays capitalistes développés, a augmenté de façon ininterrompue. En 1980 il touchait 21,4 millions de personnes; en 1981 il dépassait les 25 millions et en 1982 les 30 millions.

Un des facteurs qui limita un plus grand redressement du commerce international des pays de

l'OCDE est l'aggravation de la crise dans ces pays, facteur qui se refléta dans la réduction de la demande et dans le niveau des échanges commerciaux entre les pays de l'OCDE eux-mêmes à partir du second semestre de 1980.

Devant la gravité de la crise et la menace imminente d'un effondrement vertical de l'économie, les gouvernements de tous les pays capitalistes se sont mis à appliquer des politiques économiques de type monétariste, en consacrant tous leurs efforts à contenir l'inflation, considérée ces dernières années dans les milieux gouvernementaux comme la cause principale de tous les maux dont souffre le système.

Les politiques restrictives appliquées depuis 1980 ont impliqué en premier lieu la réduction des dépenses publiques. Cela a entraîné des réductions budgétaires dans les programmes sociaux et une plus grande «rationalisation» des emplois publics.

Mais ce qui est plus grave, ce sont les manipulations monétaires qui ont stimulé l'accroissement des déficits et l'augmentation des taux d'intérêt amorcés en 1979. C'est sur cette base instable, mouvante, qu'a commencé la "réactivation" économique venue s'échouer finalement dans l'effondrement des dernières semaines.

[Ce changement de politique eut lieu en Belgique fin 1981 et début 1982 avec le gouvernement de coalition libéral/social-chrétien Martens 5, qui remplaça en décembre 1981 le gouvernement de coalition socialiste/social-chrétien de Mark Eyskens (démissionnaire depuis septembre 1981). Mais, dès janvier 1981, on pouvait lire dans le «Préambule du Rapport annuel 1980» de la Banque Nationale de Belgique que «ce n'est plus la demande qu'il faut chercher à relancer, c'est l'offre qu'il faut se préoccuper de rendre plus forte. La routine ramène aux recettes keynesiennes, alors que l'heure, changée, appelle d'autres actions».]

Les meilleurs résultats économiques des dernières années

Selon le rapport annuel de la CEE, en 1984, la croissance du P.I.B. y fut de 2,2%; les importations y avaient augmenté de 5,4% et les exportations de 6,4%. L'investissement privé avait augmenté de 7% et l'investissement public de 2%. L'inflation dans la communauté s'étant réduite de 1980 à 1984 de 50%.

Cependant, selon ce même rapport, le non-emploi a continué à augmenter, jusqu'à toucher 11% de la population active; et les prévisions du rapport pour les années postérieures étaient que les taux de chômage continueraient à monter, ce qui, d'ailleurs, corroborait tout à fait les avis d'experts en la matière.

Pour sa part, le rapport du GATT sur le commerce mondial en 1983 et 1984 signalait que «dans le premier semestre de 1984, le volume du commerce mondial a augmenté de 9% par rapport à la même période de 1983. [...] Le rendement combiné de l'agriculture, des mines et de l'industrie manufacturière a augmenté de 3% en 1983 alors qu'il avait baissé de 2% en 1982».

Selon le même rapport, le déficit commercial des USA avait cependant augmenté de 26.000 millions de dollars, tandis que les autres pays industrialisés dans leur ensemble avaient augmenté leur excédent de 34.000 millions de dollars.

Et pour en terminer avec ces données sur la "réactivation" économique des années 1983-1984, voici quelques chiffres concernant ces années, extraits du rapport de l'OCDE de décembre 1984. L'OCDE y indiquait que les résultats économiques de 1984 avaient été les meilleurs des dernières années: «[...] L'accroissement réel de la production a été de 4,5%, le plus élevé depuis 1976. Et le volume du commerce international a augmenté de 9%. L'inflation se situant au niveau le plus bas depuis 1972, atteignant 5%».

Déséquilibre de forces

Pour l'économie des USA, la crise mondiale de 1980-1982 fut plus profonde qu'en Europe. Cependant, l'économie yankee commença à se "réactiver" dès le printemps 1983; dans la CEE, la "relance" n'eut pas lieu avant 1984.

L'amélioration de la conjoncture a ainsi aidé les USA à stabiliser relativement leurs positions dans l'économie capitaliste mondiale; et le rôle du Japon a à nouveau augmenté tandis que celui du Marché Commun diminuait.

A l'heure d'évaluer les positions du centre de force européen, il faut tenir compte avant tout du fait que la CEE n'est pas un tout unique, mais une association de différents Etats, dont l'apport dans l'économie mondiale est la somme des apports des économies nationales... Ces Etats n'ont pas réussi à créer une alliance économique et monétaire, et n'ont pas non plus de politiques industrielle, scientifique, et technique communes. La principale méthode de régulation inter-Etats continue à être la "coordination" de la politique économique des pays membres, dans laquelle chacun garde ses intérêts économiques et politiques particuliers. Un autre facteur dont il faut tenir compte pour estimer la faiblesse de la position de la CEE, c'est que le poids le plus important de son industrie repose sur le secteur traditionnel, au détriment de secteurs plus avancés technologiquement. La CEE possède des moyens communs d'investissement très limités (pour encourager de nouvelles branches de production, etc). Ces dernières

années, la déficience financière de la CEE a été aggravée par la dévaluation de ses devises, les transferts de capitaux vers les USA, les hauts taux d'intérêt des banques de Wall Street et la montée vertigineuse du dollar.

Ce reflux financier est un des facteurs de la baisse de l'activité des entreprises et de l'emploi dans la CEE.

Dans sa rivalité avec les USA et le Japon, la CEE présente des points forts, comme celui d'être le plus grand exportateur de l'industrie de transformation (45%); son commerce atteint 40% du commerce capitaliste mondial.

La CEE a également des relations commerciales avec 80 pays. De même, les contradictions de la CEE avec les USA et le Japon sont claires en ce qui concerne les relations commerciales avec les pays socialistes et les pays progressistes du Tiers-Monde.

Quant au Japon, sa croissance dans les années '80 n'est pas aussi intense que durant les décennies antérieures, mais la détérioration de sa situation économique est moindre que celle des deux autres centres, la CEE et les USA.

On trouve son avant-garde productive dans les secteurs de technologie de pointe: il est notoire que le Japon a amplement profité des technologies étrangères pour rattraper son retard scientifique et technique face aux USA et à l'Europe Occidentale; entre 1950 et 1978, il a acheté 32.000 brevets pour 9.000 millions de dollars.

Il faut aussi relever que le capitalisme japonais est connu pour intégrer à la "perfection" capitalisme d'Etat et monopoles privés.

La rivalité des trois centres de pouvoir économique

Pour éviter à tout prix la concurrence effrénée qui a commencé durant la crise économique, on a essayé de supprimer les barrières, ce qui n'a pas empêché chaque pays de s'acheminer vers une politique protectionniste. Plus même, au protectionnisme de chaque Etat s'ajoute le protectionnisme encore plus restrictif de chaque centre capitaliste associant les différents Etats; la CEE par exemple frappe d'un impôt de 5% toute importation venant de l'extérieur de l'Europe. Au Japon, cet impôt est de 3% et aux USA de 4%. Dans le Marché Commun, 50 catégories de marchandises sont grevées de cette taxe; au Japon, elles sont au nombre de 27. De forts antagonismes opposent également les USA et la CEE dans les secteurs de l'acier et de l'agriculture. L'Europe tente d'imposer son plus grand potentiel en acier, et les USA leur puissance en exportation de céréales vers l'Europe.

Les yankees ont encore plus de problèmes avec les monopolistes japonais, à cause de leur capacité d'infiltration dans le marché américain et dans son aire d'influence. De la même manière, le Japon essaye de s'accaparer tout le marché du sud-est asiatique et de créer, sous son contrôle, l'«Organisation du Pacifique pour le Commerce», une espèce de CEE asiatique.

Mais le protectionnisme commercial ne pourra protéger les marchés internes que pour un temps très limité, puisqu'au stade actuel de la révolution scientifico-technique, le pouvoir compétitif de la production devient un facteur toujours plus décisif dans la rivalité des trois centres du capital international.

Chapitre 3. Crise et dette externe dans les pays sous-développés

Comme on le sait, l'écroulement du système colonial de l'impérialisme eut lieu après la seconde guerre mondiale. Cependant, ce processus trouva son pendant dans le développement du néo-colonialisme. Le néo-colonialisme, tout en se manifestant comme une tolérance (obligée) de l'indépendance politique formelle des anciennes colonies et semi-colonies, essaya de renforcer la dépendance économique, basée autant sur l'exploitation impérialiste directe de chaque pays que sur tout un système de relations internationales.

Caractéristiques de la crise

Avant l'éclatement de la crise actuelle, les pays sous-développés connaissaient déjà divers problèmes qui ont encore aggravé la crise elle-même jusqu'à des limites inconnues jusqu'alors; au sous-développement des forces productives s'ajoutait dans de nombreux pays une dépendance à la monoculture ou à la mono-production comme le pétrole, la dépendance par rapport aux sources extérieures pour obtenir le capital et la technologie, et l'absence

d'un marché pour écouler les produits. Tout ceci était à l'origine d'un croissant et persistant non-emploi massif, de la prolifération de travail dans le secteur des services (c'est-à-dire l'apparition d'une couche étendue de semi-prolétaires), un développement inégal entre la campagne et la ville, un manque d'indépendance politique, dû à la dépendance économique et la pénétration capitaliste extérieure.

C'est dans de telles conditions que le monde sous-développé a dû faire face à l'escalade de la crise économique actuelle. L'évolution de cette crise, bien qu'elle ait débuté en 1973, put donner, à partir de 1975, l'illusion d'une "ranimation". Mais celle-ci ne dura que jusqu'en 1976, et l'évolution des années 1977 et 1978 ne permit pas d'atteindre les indices de croissance des années antérieures à la crise. Et à partir de 1980, la détérioration s'aggrava (pour ne plus cesser) jusqu'aux niveaux les plus dépressifs de l'après-guerre.

Dans les pays sous-développés, la crise se caractérise par une totale déformation des structures economico-sociales et par une chute brutale des forces productives. Les pays sous-développés ont été les amortisseurs de la crise du monde capitaliste.

Le P.I.B. de ces pays a chuté d'un indice de 3% en 1980 jusqu'à seulement 0,6% en 1981. Et en 1981, il y eut dans l'ensemble de ces pays une baisse du produit par tête, qui ne dépassa plus 1%. La baisse du P.I.B. fut plus accusée dans les pays importateurs de pétrole; en un an il chuta d'environ deux tiers.

La Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique elle-même écrivit que 1981 fut une année de «désastre et de ruine économiques»: la croissance (un peu plus de 3% en moyenne pour les pays africains) dépassa à peine l'accroissement de la population, ce qui montre d'emblée l'absence d'amélioration des conditions critiques de vie des grandes masses de ce continent; en 1982 la décroissance par rapport à 1981 fut de 1,4%. En ce qui concerne l'agriculture, le continent africain où l'on cultive seulement 44% de la terre cultivable et où 80% de la population active dépend directement ou indirectement de la terre, l'accroissement ne peut satisfaire que les besoins de la moitié de la population.

En Amérique Latine, en 1981, la décroissance par rapport à 1980 fut de 1,2%, c'était le chiffre le plus bas depuis 1945; cette même année 1981, le P.I.B. décrut encore, jusqu'à atteindre 1%. Dans dix-sept des dix-neuf pays sud-américains, le rythme de croissance diminua, et dans six d'entre eux le P.I.B. décrut dans son ensemble, pendant que le P.I.B. par habitant se réduisait dans neuf pays.

En Asie, on enregistra un taux de croissance de 4% dans les pays non-producteurs de pétrole, ce qui est l'indice le moins négatif de tout le Tiers-Monde.

Fin 1981, dans 70% des pays sous-développés, les taux d'inflation avaient atteint deux points. Le volume des exportations avait diminué de 4%. Les chutes de prix entre 1981 et 1982 ont signifié pour le Tiers-Monde des pertes de quelques 8.000 millions de dollars.

Le nouveau protectionnisme

Les principales puissances capitalistes ont décidé d'appliquer des mesures protectionnistes qui aggravent la situation de l'économie du Tiers-Monde; selon ce qui leur convient, elles se déclarent partisans de la liberté du commerce pour mener à bien leur agression économique, ou alors, au contraire, elles en viennent à développer féroce le protectionnisme dans leurs aires d'influence et plus encore dans les métropoles elles-mêmes.

Le protectionnisme sous ses diverses formes - en tant qu'instrument politique dans la bataille inter-impérialiste dans le domaine commercial - exprime la réaction capitaliste devant la crise et la lutte entre les secteurs du grand capital multinational, ainsi que la lutte entre les secteurs monopolistes à l'intérieur d'un même pays capitaliste. Dans cette bataille, ce qui se décide en fait c'est le contrôle des marchés et des sources de ravitaillement du Tiers-Monde. Le protectionnisme sert dans ce contexte à abattre les productions qui ne conviennent pas, tandis que les encouragements à la libéralisation servent à pénétrer les marchés, nationaux ou de groupes de pays.

Aujourd'hui le néo-protectionnisme se défend en accusant certains pays du Tiers-Monde qui ont augmenté leurs exportations de produits manufacturés - en faisant abstraction des avantages que tirent les multinationales de ce processus - d'être les responsables des perturbations du marché. Mais dans le secteur de la manufacture, les importations faites par les pays membres de l'OCDE en provenance du Tiers-Monde, exprimées proportionnellement à la consommation interne des pays développés, ont augmenté de manière presque insignifiante, de 1,2% à 2% en 15 ans (de 1960 à 1975), ce qui montre à l'évidence que ces importations continuent à être négligeables en relation avec le potentiel de consommation de ces pays.

Les USA maintiennent en vigueur leur discriminatrice et agressive Loi du Commerce Extérieur, consistant en un échantillonnage élaboré de barrières et exclusions pour raisons politiques, idéologiques, et même pour être membre de l'O.P.E.P. Parmi ces barrières, des mesures de représailles commerciales sont prévues contre les pays sous-développés qui, exerçant leur droit sur leurs res-

sources naturelles et leurs activités économiques, nationalisent les possessions yankee sans «prompte et effective indemnisation», y compris contre les pays qui, défendant leurs produits d'exportation, participent à des associations de producteurs, lesquelles, du point de vue de l'impérialisme yankee, portent atteinte à ses intérêts. A diverses occasions, les autorités yankee ont prétendu appliquer aux filiales des multinationales dans ces pays sous-développés des interdictions de faire du commerce avec d'autres pays.

Depuis 1980, la CEE a augmenté de 59 à 136 le nombre des produits dits "sensitifs" qui sont exportés par des pays sous-développés et doivent être soumis à des quotas limitatifs pour accéder au marché européen.

La question monétaire dans les pays sous-développés

La crise monétaire-financière internationale affecte aussi profondément les pays sous-développés et constitue une des manifestations les plus visibles de la banqueroute de l'actuel système de relations économiques imposé par l'impérialisme.

Au cours des dix dernières années, l'économie des pays du Tiers-Monde a été particulièrement touchée par la désintégration du système des taux de change fixes, l'apparition d'énormes déficits dans la balance des paiements et des comptes courants, l'inflation galopante et le manque de ressources financières utilisables dans des conditions appropriées, phénomène qui fut exacerbé par l'accroissement

La participation des pays sous-développés à l'industrie mondiale

La participation des pays sous-développés à l'industrie mondiale est marginale et extraordinairement basse dans les branches de très grande complexité industrio-technologique. L'industrie du Tiers-Monde se caractérise par le niveau primaire auquel elle exploite et transforme ses ressources naturelles. Par exemple, alors que ces pays apportent 25,6% des minerais de métaux, ils ne produisent que 4,1% des produits transformés à partir de ces matériaux; ou, alors qu'ils concentrent 31,2% du pétrole et du gaz mondiaux, ils n'arrivent à en transformer que 7,5% dans l'industrie pétro-chimique et chimique. Il n'existe pas non plus d'inter-relation entre les transformations industrielles des différentes branches de l'économie; c'est-à-dire qu'il n'existe pas d'intégration appropriée des relations inter-sectorielles qui lie la transformation industrielle des matières premières et les biens de consommation finaux, les biens intermédiaires et les biens de capital.

Des données éloquentes montrent que les pays sous-développés produisent 8% du bois travaillé dans le monde mais seulement 0,1% des machines pour travailler le bois; ils concentrent 28,5% de la production agricole mondiale mais produisent seulement 6,9% des machines et outils agricoles, dont 40% sont des charrues. Dans le Tiers-Monde, on ne fabrique que 6,6% des machines à filer, 8% des moteurs électriques, 3% des tours, 1,7% des fraiseuses, 0,9% des presses, et 0,06% des trancheuses à métaux. En ce qui concerne l'industrie auto-motrice, les pays sous-développés ne participent à la production mondiale qu'à raison de 5,8%.

Un autre aspect de grande importance c'est le fait qu'au contrôle de la production industrielle s'ajoute le contrôle du capital, de la technologie et de la commercialisation; cela permet au grand capital international d'imposer son modèle de croissance. Ainsi, en 1980, cinq pays absorbaient 61,4% du produit industriel du monde sous-développé.

Ce qui est réellement impressionnant, c'est qu'on trouve dans le Tiers-Monde les 69,2% de la force de travail industriel mondial et qu'il produise moins de 9% de la production industrielle mondiale. Il est donc plus réel d'affirmer que 100 pays continuent à n'être qu'une somme de petites industries semi-artisanales de niveaux technologiques définitivement vieillots.

Il convient de parler pour finir de ce qu'on appelle «transfert de technologie», procès par lequel les pays sous-développés louent ou acquièrent la technologie indispensable pour développer un processus d'industrialisation, qui s'est montré jusqu'à présent dépendant et détaché des nécessités du développement. La technologie, transformée en une marchandise supplémentaire, fortement monopolisée par un groupe réduit de pays impérialistes, est devenue un véhicule de spoliation, de contrôle et d'agression constants.

démessuré des taux d'intérêts, et l'élévation sans précédent de la dette extérieure qui en résulta.

Les répercussions de la crise financière internationale ont frappé les pays sous-développés dans les aspects suivants:

- premièrement, les fluctuations des taux de change ont produit une dépréciation des monnaies, qui a entraîné la réduction de la valeur réelle des recettes d'exportation et du niveau des réserves en devises, rendant pratiquement impossible n'importe quel processus de programmation économique dans les pays sous-développés, qui utilisent les monnaies dites fortes comme principal actif de réserve. Ceci touche des pays comme ceux d'Amérique Latine.

- en second lieu, les hauts taux d'inflation ont aussi entraîné ces dernières années des effets très négatifs sur l'économie du Tiers-Monde. L'inflation - dont les causes les plus profondes furent notamment la pratique monopoliste de formation des prix et l'augmentation brutale des dépenses improductives de l'Etat, en particulier les dépenses militaires des pays capitalistes développés durant ces dernières années - a indubitablement contribué à l'aggravation de la situation économique internationale.

- et, pour terminer, le problème de la liquidité internationale influe aussi de manière négative sur les économies du Tiers-Monde. Entre 1981 et 1982, les pertes en devises ont atteint pour ces pays près de 85.000 millions de dollars (40.000 millions par la chute des exportations, 37.000 millions par l'augmentation des intérêts de la dette et entre 5 et 10.000 millions par contraction des prêts).

D'un autre côté, ces dernières années, l'activité de la banque internationale a connu une expansion sans précédent dans le monde sous-développé. Les causes de cette expansion sont en relation, d'une manière ou d'une autre, avec le développement des entreprises multinationales, avec l'internationalisation de la production mais surtout avec la crise économi-

que et ses effets, tant dans les pays capitalistes développés que sous-développés.

Les pays sous-développés se sont retrouvés ainsi pris dans le filet d'un marché de capitaux à haut niveau, spéculatif et restrictif au plus haut point. Ajouté aux déficits de leurs transactions commerciales et de paiements, cela a provoqué une situation critique et l'impossibilité d'arriver à compenser les soldes négatifs accumulés.

Dette externe

Pour les pays sous-développés importateurs de pétrole, les importants déséquilibres de la balance des paiements - aggravés par l'impact de la crise sur leurs exportations, par la détérioration de la relation d'échange et la hausse des taux d'intérêt - ont eu des résultats qui se sont exprimés dans un déficit annuel atteignant entre 1979 et 1980 quelques 80.000 millions de dollars, dépassant les 90.000 millions en 1981 et continuant son ascension en 1982. Le résultat de tout ceci fut l'accroissement accéléré de la dette externe, qui, selon la méthode de calcul adoptée, approchait ou dépassait en 1985 les 600.000 millions de dollars.

Or cette dette, dont le montant a été déterminé par la nécessité d'obtenir des ressources pour compenser les déficits en comptes courants, est devenue avec le temps un facteur stimulateur du déficit lui-même, et, en réalité, un mécanisme rétroactif qui réclame par lui-même un tribut de plus en plus lourd du produit du travail des peuples du Tiers-Monde, tribut qui vient grossir - pour plus d'un tiers, justement - les caisses de la banque internationale.

Cette situation peut même être définie statistiquement avec les données de la Banque Mondiale, selon lesquelles des 117.000 millions de dollars obtenus en prêt par les pays sous-développés en

Encore quelques chiffres

Pour illustrer l'échange injuste entre les pays sous-développés et les pays développés, notons les exemples suivants:

- En 1960, en vendant une tonne de sucre, ils pouvaient acheter 6,3 T de pétrole. En 1982, avec une tonne de sucre, ils obtenaient seulement 0,7 T de pétrole.
- En 1960, la vente d'une tonne de café permettait l'achat de 37,3 T de fertilisants. En 1982, avec cette même tonne, ils obtenaient seulement 15,8 T de fertilisants.
- En 1960, 1 T de bananes = 13 T de pétrole. En 1982, 1 T de bananes = 1,6 T de pétrole.
- En 1959, 24 T de sucre = 1 tracteur. En 1982, 115 T de sucre = 1 tracteur.
- En 1959, 6 T de jute = 1 camion. En 1982, 26 T de jute = 1 camion.

(données fournies par le Ministère du Commerce Extérieur de Cuba)

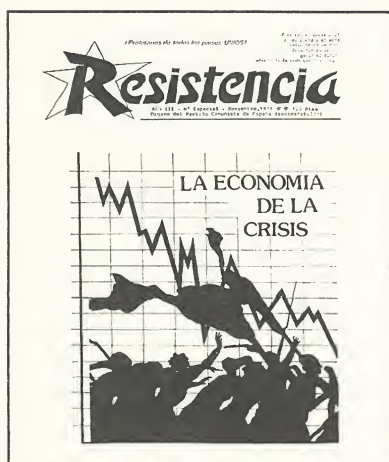
1981, la charge de la dette en réclame 99.000 millions (85%), laissant un transfert net de ressources de seulement 18.000 millions (600 millions dans le cas de l'Amérique Latine). Plus clairement: on en est arrivé à un tel extrême que les pays sous-développés recourent à la dette pratiquement dans le seul but de remplir les obligations que crée la dette elle-même.

Ainsi, en 1990, environ 40% de toutes les recettes provenant des exportations de biens obtenues par l'ensemble de ces pays y seront consacrés et ce chiffre tendra même à augmenter, dans les limites permises par les relations économiques internationales.

Cependant, cette situation reste bénigne devant celle qui affectera les pays sous-développés importateurs de pétrole - c'est-à-dire la majorité - lesquels se verront obligés de destiner près de 80% de leurs recettes d'exportation à couvrir les intérêts et les amortissements.

En termes absolus, cela réduira de moitié la déjà maigre disponibilité en devises permettant des importations de biens et services, c'est-à-dire que des 142.000 millions de 1982 il n'en restera que 71.000 en 1990.

Dans ces pays aux structures économiques hautement dépendantes des importations, cette situation conduira à une paralysie virtuelle de l'économie...



Los camaradas que quieren el documento original pueden conseguirlo escribiendo a:

Correspondances Révolutionnaires
B.P. 1310, 1000 Bruxelles 1, Belgica.

Solo pedimos el precio de la fotocopia.

«Manifeste et Thèses de Fondation»

Union des Communistes Combattants (octobre 1985)

En 1984, la Retraite Stratégique amorcée deux ans plus tôt par les Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant aboutissait à une confrontation politique cruciale au sein de l'organisation. A l'issue de ce grand débat qui portait sur l'ensemble de la stratégie communiste dans un pays à capitalisme avancé, et où se sont affrontées deux tendances connues sous les noms de *Première* et *Seconde Positions*, cette dernière, minoritaire, était exclue.

Quelques mois plus tard, cette Seconde Position donnait naissance à l'Union des Communistes Combattants. Le document publié ici est, comme son titre l'indique, le premier texte de cette organisation qui fut rendu public.

Dans ses prochaines éditions, *Correspondances Révolutionnaires* poursuivra régulièrement la publication des contributions théoriques et politiques de l'Union des Communistes Combattants car, dans l'imbroglio où semble se débattre actuellement le mouvement révolutionnaire italien, l'attachement ferme au Marxisme-Léninisme qui la caractérise donne à cette organisation une autorité incontestable.

En Italie, la lutte révolutionnaire reprend naissance dans les années 1968-1969, sur base de la poussée politique effectuée par les vastes mobilisations ouvrières, prolétariennes et étudiantes. Après de nombreuses années d'hégémonie révisionniste indiscutée sur la classe prolétarienne, après des années durant lesquelles le mouvement ouvrier ne s'éleva pas au-delà d'une lutte trade-unioniste, d'une lutte dans les limites de la société bourgeoise, le mot d'ordre de la conquête du pouvoir politique et de la dictature du prolétariat redevint d'une actualité brûlante.

Dès l'explosion initiale des luttes de masse, un problème apparaît comme primordial aux yeux des véritables avant-gardes: comment donner au mouvement de classe une direction politique qui forgerait les formes d'action révolutionnaire en mesure de guider les travailleurs vers la prise du pouvoir d'Etat? En effet, toute lutte de classe est une lutte politique et le but de cette lutte, qui se transforme inévitablement en guerre civile, est le monopole du pouvoir politique. Le cours des événements, marqué en 1968-1969 par le développement impétueux du mouvement de masse et aussi par la réaction et la contre-attaque de la bourgeoisie, mit précisément au grand jour la nature inconciliable de l'antagonisme existant entre capital et travail, et montra que les

classes combattent, en dernière instance, pour conquérir le pouvoir d'Etat.

En résumé, l'histoire de ces années imposa au prolétariat et à ses avant-gardes conséquentes, un devoir pratique et urgent: créer un parti de type nouveau, un parti réellement communiste, capable de combattre sans réserve pour la dictature du prolétariat, sans se laisser attirer par les sirènes de la démocratie bourgeoise.

Mais le prestige du Parti Communiste Italien (P.C.I.) était grand dans les masses, et par conséquent aussi grand était le dégât que causait son évolution révisionniste et la politique pacifiste honteuse dont ce parti usait quotidiennement dans les salles du parlement bourgeois. Une telle trahison ne pouvait être considérée comme un accident, et l'on ne pouvait pas non plus différer un examen responsable de l'évolution apparue dans le rapport entre les classes, dans les institutions politiques de la société bourgeoise et dans les expériences acquises par les mouvements révolutionnaires. En somme, la recherche de voies nouvelles s'imposait, de voies propres à relancer la révolution dans le contexte des nouvelles conditions du second après-guerre.

L'organisation des Brigades Rouges se saisit de ce problème avec précision et exactitude et réussit à y répondre de manière extrêmement conséquente au

niveau pratique grâce à sa décision d'initier la lutte armée contre l'Etat de manière systématique et continue.

Constituées en 1970, les Brigades Rouges durent d'abord naviguer à contre-courant: en effet, non seulement elles se trouvaient confrontées à de nombreux groupuscules pseudo-révolutionnaires qui, - s'ils étaient disposés à prendre part aux explosions violentes de la lutte de masse -, battaient en retraite dès qu'il s'agissait de se mettre à la tête du mouvement de manière organisée et conséquente, dès qu'il s'agissait de remplir une fonction politique et de direction dans la lutte spontanée du prolétariat; mais, pire encore, les Brigades Rouges rompaient sciemment avec une masse de préjugés ancrés dans les milieux révolutionnaires, préjugés qui considéraient la lutte armée comme impossible en dehors d'un contexte insurrectionnel et qui trouvaient, bien que de manière détournée, une signification immédiate dans la grande tradition de l'Internationale Communiste.

Pourtant, c'est la justesse même de cette vision politique - commencer la lutte armée en créant ainsi les bases du regroupement pour la fondation du parti du prolétariat - qui fut à la base du fait que les Brigades Rouges eurent raison, de manière décisive, de ces tendances retardataires et opportunistes. Très vite, les Brigades Rouges se sont étendues dans les principales villes italiennes, dans les principaux pôles industriels; très vite, le sens et la signification de leur choix subjectif d'avant-garde devinrent évidents; et très vite, par leur juste action de lutte contre l'Etat, elles conquièrent pour la lutte armée communiste un rôle central dans le panorama politique italien; et d'autres groupes commencèrent à suivre leur exemple.

Marxistes-léninistes dans leur référent théorique, fortement enracinées dans la classe ouvrière et dans les couches les plus combatives du prolétariat des villes, les Brigades Rouges s'affirmèrent donc comme détachement d'avant-garde avant tout parce que leur proposition s'avéra être la réponse politique concrète à une situation historique concrète. Si d'un côté l'inutilité du parlementarisme en ce qui concerne l'activité révolutionnaire était apparue absolument clairement, d'un autre côté les communistes risquaient bien malgré eux de se transformer en propagandistes stériles, extrémistes dans la lutte économique mais incapables d'influer sur l'évolution politique du rapport entre les classes. Or les groupes qui ne savent pas imposer à la société toute entière les exigences politiques du prolétariat, les groupes qui ne savent pas s'opposer aux institutions bourgeoises à l'aide des moyens adaptés pour affirmer ces exigences, les groupes qui n'œuvrent pas à la conquête de conditions générales plus favorables au développement de la révolution, ne sont certainement pas

des groupes communistes et n'exercent certainement pas une fonction dirigeante dans la lutte des classes.

Les communistes sont les interprètes conscients d'un processus inconscient: telle est la thèse incontestable du socialisme scientifique. Et par l'intermédiaire de l'initiative politico-militaire, l'avant-garde retrouva place dans la vie politique nationale et se conduisit précisément comme le représentant conscient des intérêts du prolétariat: elle s'éleva au-dessus de la lutte économique des masses, au-dessus du borborygme groupusculaire, et elle s'opposa clairement aux agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. A travers la pratique de la lutte armée, les Brigades Rouges montrèrent clairement que l'objectif de la classe ouvrière n'est pas telle ou telle réforme partielle, mais la prise violente du pouvoir politique, le bouleversement complet de la société toute entière; et ainsi, dans les faits, dans l'action concrète conforme aux spécificités de notre situation historique, les Brigades Rouges se rattachèrent au contenu réel, à la substance immortelle de la tradition communiste.

En quelques années en effet, il apparut clairement que le parti des Brigades Rouges constituait l'avant-garde du prolétariat italien, sa direction politique révolutionnaire. Sur base d'une activité combattante intense et d'un travail constant de pénétration dans les masses, les Brigades Rouges purent légitimement déclarer, en 1978, la clôture de la première phase de leur lutte politico-militaire: suite à la *Campagne de Printemps* de cette année-là, à la séquestration et à l'exécution d'Aldo Moro, président de la Démocratie Chrétienne (D.C.) et principal instigateur de la politique dite du «compromis historique» entre la D.C. et le P.C.I., la lutte armée s'affirmait définitivement comme un point de référence obligatoire et déterminant pour tout révolutionnaire et, en même temps, comme l'unique opposition politique cohérente face au gouvernement bourgeois et aux manœuvres des partis contre les plus larges masses.

L'unité du politique et du militaire dans l'attaque au cœur de l'Etat, l'initiative combattante du parti comme direction politique consciente de la lutte des classes vers la prise du pouvoir politique, se présentait donc comme la conquête historique, comme le résultat essentiel de cette période.

L'Histoire cependant ne va pas en ligne droite. Elle a certes une direction, une direction nécessaire, mais cette direction se présente précisément comme le résultat d'un parcours qui n'a rien de facile, plat et direct: c'est à travers d'innombrables sacrifices et aussi d'erreurs, à travers de grandes offensives et aussi des retraites désagréables, qu'une classe opprimée parvient à connaître la voie de son émancipation.

S'il est manifeste et irréfutable que les Brigades Rouges ont rendu au prolétariat italien la capacité politico-pratique d'organiser la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois (et cela constitue leur inestimable valeur historique), il est aussi vrai que, dans leurs actions, elles se basaient sur une conception politique éclectique, qui ne peut être définie comme marxiste que dans une certaine mesure. La transposition à la situation sociale d'un pays impérialiste des schémas révolutionnaires propres aux pays dépendants, la sous-évaluation du rôle spécifiquement politique de l'avant-garde communiste, les nombreux mélanges entre le Marxisme-Léninisme et des idéologies anti-matérialistes d'origine purement petite-bourgeoise, telles sont les plus marquantes des diverses erreurs commises sur le plan théorique par les Brigades Rouges.

Et, dans la lutte des classes, à chaque erreur théorique correspond une erreur pratique: d'une part, de telles fautes théoriques provoquèrent l'incapacité d'exploiter pleinement les conquêtes réelles que l'expérience elle-même avait apportées aux communistes; et d'autre part, elles conduisirent à l'exaltation d'aspects secondaires, tout à fait étrangers à la lutte armée en tant que politique révolutionnaire.

Les Brigades Rouges avaient réussi à jouir d'un énorme prestige politique, un prestige et une autorité de parti; elles avaient réussi à créer une machine organisationnelle très puissante, une machine qui constituait un des plus importants facteurs politiques de la société italienne. Mais cette machine était à l'intérieur politiquement faible, il lui manquait une solidité théorique et un centre dirigeant fort, capable de bâtir une cohérence idéologique et pratique dans les diverses institutions de l'organisation.

Précédée d'un balancement entre économisme et militarisme, de scissions symptomatiques et éloquentes, de premières défections et collaborations avec l'ennemi de classe, la *défaite tactique* de 1982 ne fut donc que le résultat logique d'une accumulation de contradictions qui, bien que clairement liées à la période qui suivit 1978, trouvaient indubitablement leur origine bien auparavant.

La vision théorique particulière, la manière de penser et d'agir qui accompagnèrent la naissance et le premier développement de la lutte armée dans notre pays attribuèrent ainsi à son bilan même certaines erreurs essentielles, certaines faiblesses politiques fondamentales. Mais on peut parler de faiblesses pour ainsi dire nécessaires; d'erreurs et de faiblesses que le mouvement communiste, pour se frayer un chemin et acquérir de l'expérience, ne pouvait pas ne pas commettre; d'erreurs et de faiblesses par ailleurs facilement compréhensibles, étant donné le cadre historique dans lequel a surgi la lutte armée comme forme de la politique révolutionnaire et dans lequel elle a trouvé ses premiers référents idéologi-

ques.

Donc, s'il n'y a aucun doute que dans notre pays une période de la lutte armée révolutionnaire s'est achevée, il est encore plus vrai que ce qui s'est achevé là n'est que la période de jeunesse de la lutte armée, la période au cours de laquelle il était avant tout impératif d'affirmer la lutte armée comme caractère fondamental et obligatoire de l'activité de parti.

Pendant ces quinze dernières années, la lutte de classe a, donc, finalement découvert par elle-même la formule politique adaptée à la relance de l'activité communiste dans notre période historique. Elle l'a découverte à travers de nombreuses contradictions, elle l'a découverte tant dans les erreurs que dans l'ingénuité, mais au moins elle l'a découverte! Et c'est l'essentiel.

C'est pourquoi toute la période historique qui va de 1978 à 1982 est extraordinairement instructive pour la révolution. Durant ces années, à travers l'expérience accumulée par les Brigades Rouges, il est apparu nettement que la lutte armée est la méthode décisive de la lutte politique communiste contemporaine, le caractère fondamental et obligatoire de l'activité de parti. En outre, tous les travailleurs isolés, les éléments avancés du prolétariat, les révolutionnaires sincères et les groupes organisés ont pris connaissance et vu à l'œuvre toutes les principales tendances depuis toujours présentes dans l'arène de la lutte politique comme reflet mis en avant du mouvement plus général des classes; ils ont pu en évaluer la portée et en observer la parabole théorique et pratique, examiner leur rapport réciproque et ils ont appris à discerner une ligne réellement marxiste, réellement révolutionnaire, de ses habiles contrefaçons. Tout cela constitue indéniablement un patrimoine immense pour le mouvement communiste, une contribution énorme à la théorie et à la pratique de la révolution prolétarienne, non seulement pour notre pays mais aussi pour toute l'aire du centre impérialiste. Tout cela, surtout, représente indubitablement les bases réelles de tout progrès ultérieur.

En même temps cependant, l'expérience de la période traversée a sans aucun doute prouvé que sans une vision scientifique et organique de notre révolution, sans une conception marxiste des devoirs et du rôle du parti, même les plus grandes conquêtes de la lutte de classe risquent de rester inopérantes, de la même manière que les plus grands succès peuvent s'évanouir, engloutis par les pièges de l'Histoire.

Années de gigantesques défis et de courageux choix d'avant-garde, ces années passées ont consacré la lutte armée comme forme de la politique révolutionnaire. Aujourd'hui, le point principal est d'apprendre à perfectionner cet enseignement, à

faire plus et mieux pour dépasser les résultats obtenus, afin que la ligne révolutionnaire puisse être portée plus avant sans la moindre hésitation.

Cependant la situation requiert des choix appropriés, des choix précis capables de se traduire en pratique. En effet, non seulement les Brigades Rouges se montrent actuellement incapables de progresser, mais elles ne peuvent s'élever au niveau politique requis par l'évolution des choses elles-mêmes; et ce alors que dans des secteurs plus expérimentés et disséminés du mouvement révolutionnaire, se profile déjà clairement le développement d'une tendance révisionniste, laquelle consiste de manière marquante en la théorisation (explicite ou sous-entendue) de l'abandon de la lutte armée.

La situation d'actuelle désorientation existant dans le mouvement de classe; le danger croissant de voir disparaître les plus grandes conquêtes de ces quinze dernières années de lutte d'avant-garde; la nécessité de battre définitivement, dans la théorie et dans la pratique, les orientations subjectivistes qui ont causé tant de dommages à la potentialité politique de la lutte armée; le devoir de défendre avec intransigeance, face à la bourgeoisie et face à ses laquais, la justesse du chemin parcouru par les communistes ces dernières années et de transmettre aux nouvelles générations révolutionnaires l'expérience accumulée; et enfin l'évolution du contexte national et international, qui montre l'imminence de batailles décisives pour le prolétariat; toutes ces données posent clairement à l'ordre du jour le problème - et font un devoir - de la construction d'un nouveau groupe politique, capable de se baser sur la grande expérience des Brigades Rouges et sur le Marxisme-Léninisme pour déterminer une théorie et une pratique révolutionnaires réellement adaptées à la situation italienne.

C'est sur base de toutes ces considérations, ainsi que sous l'impulsion ou à l'initiative de quelques ex-militants des Brigades Rouges expulsés de cette organisation suite à leur bataille pour l'adoption des thèses politiques énoncées dans ladite *Seconde Position*, que s'est constituée au mois d'octobre 1985 l'**Union des Communistes Combattants**, qui a adopté les thèses suivantes.

1. L'Union des Communistes Combattants est une organisation marxiste-léniniste. Comme telle, elle donne pour guide de l'action la doctrine du matérialisme historique et dialectique, et reconnaît comme ses propres principes incontournables la dictature du prolétariat et le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la substance de cette doctrine. L'Union des Communistes Combattants n'a donc pas d'intérêts différents de ceux du prolétariat tout entier; elle ne s'en distingue pas puisque, possédant une vision

d'ensemble du chemin historique que cette classe doit nécessairement parcourir, elle s'efforce de défendre, dans tous les méandres de la lutte des classes, non pas les intérêts de groupes ou professions particuliers mais les intérêts de la classe ouvrière dans sa totalité.

2. L'Union des Communistes Combattants, avant-garde consciente de la classe ouvrière, œuvre pour transformer toute lutte réduite ou partielle en une lutte générale pour le renversement de l'ordre capitaliste. Elle organise et dirige la lutte du prolétariat dans le but précis de le conduire jusqu'à l'insurrection armée contre l'Etat bourgeois, jusqu'à l'affrontement direct pour la conquête du pouvoir politique.

Pour pouvoir s'émanciper de l'esclavage du travail salarié, pour pouvoir instaurer sa dictature sur les autres classes sociales et organiser le socialisme - stade inférieur du communisme -, la classe ouvrière doit avant tout conquérir le pouvoir politique dans son pays et détruire sans hésitation la machine de l'Etat bourgeois. D'autre part, à travers leur mouvement spontané, les masses prolétariennes ne sont pas en mesure de s'élever à la conscience achevée de leurs propres intérêts, à la conscience de l'irréductible antagonisme qui existe entre elles et toute l'organisation politique et sociale contemporaine. C'est précisément en cela que consiste le rôle de l'avant-garde communiste: rendre le prolétariat capable de réaliser sa grande mission historique, l'organiser en parti politique autonome - comme détachement d'avant-garde opposé à tous les partis bourgeois et principalement à l'Etat -, diriger toutes les manifestations de la lutte des classes vers leur nécessaire aboutissement: la dictature du prolétariat.

L'Union des Communistes Combattants, qui sait que le devoir fondamental des communistes est de rester toujours en contact le plus étroit possible avec toutes les couches du prolétariat, affirme cependant la ferme conviction que les concepts de parti et de masse doivent être rigoureusement séparés. Le parti est une part de la classe, mais il s'en distingue: il en est le noyau d'avant-garde, conscient et organisé. Dans toutes les phases de la lutte, il sait être, par sa nature, à la tête de la mobilisation, comme guide des éléments les meilleurs et les plus dévoués du prolétariat: c'est à lui qu'incombe la responsabilité de faire avancer la révolution, de hâter la crise des classes dominantes, et non de s'aligner sur le niveau de la masse. Par conséquent, toute dévaluation dans la théorie et dans la pratique du rôle conscient du parti, toute concession au spontanéisme et au trade-unionisme, qui conduit inévitablement (et principalement dans les pays impérialistes comme le nôtre) à adopter des positions révisionnistes, à dénaturer la

fonction même du communisme, doit donc être combattue comme le pire des ennemis de la cause prolétarienne.

3. L'Union des Communistes Combattants adopte la lutte armée en tant que méthode avancée et décisive de la lutte politique communiste. Structurée avec cohérence comme organisation armée et clandestine, qui réunit dès maintenant le rôle politique et le rôle militaire dans l'action générale comme dans l'action de chacune de ses institutions et de chacun de ses militants particuliers, l'Union des Communistes Combattants s'oppose à toutes les conceptions qui, proposant une division des rôles entre organismes militaires et politiques, minent à la base l'unité d'action, la cohérence, et la nature communiste de l'avant-garde contemporaine.

L'époque révolutionnaire exige des communistes l'utilisation de méthodes de lutte aptes à concentrer toute l'énergie du prolétariat jusqu'à la dernière de ses conséquences logiques: l'affrontement direct, la guerre ouverte avec la machine d'Etat bourgeois.

D'une part, il est absolument nécessaire que chaque travailleur particulier sache bien clairement la différence qui existe entre les vraies avant-gardes communistes, qui luttent pour conquérir le pouvoir politique, et les vieux partis officiels qui, dans leur pacifisme parlementaire, ont honteusement trahi le drapeau de la classe ouvrière.

D'autre part, il est évident qu'à l'époque actuelle, marquée dans nos pays par le développement et la consolidation maximale du contenu réactionnaire de la démocratie bourgeoise, le centre de gravité de la vie politique se déplace de manière totale et définitive en dehors des limites du parlement, qui n'est plus que la façade formelle de la dictature de la bourgeoisie en même temps qu'un moyen efficace pour enfermer dans les limites de la légalité capitaliste chaque poussée réelle d'opposition prolétarienne.

Dans un tel contexte historique, l'indépendance politique du prolétariat, sa vocation historique à la dictature, se lient indissolublement au refus des circuits institutionnels et de l'action parlementaire. Le terrain de la lutte d'avant-garde, de la lutte des communistes, se place ailleurs: dans la lutte armée, dans l'action autonome et énergique d'un parti combattant qui, tout en représentant les intérêts généraux de la classe laborieuse en opposition à l'Etat bourgeois, sait néanmoins influencer sur l'évolution politique du rapport entre les classes, examiner et accentuer la crise politique de la bourgeoisie en contrecarrant ses menées réactionnaires et donner en même temps une claire indication révolutionnaire aux plus larges masses.

L'Union des Communistes Combattants, instruite par l'expérience pratique accomplie jusqu'ici par le

mouvement révolutionnaire national et international, comme par la théorie du socialisme scientifique, défend et affirme les intérêts généraux du prolétariat par le combat contre l'Etat et considère donc l'utilisation actuelle de la lutte armée (la lutte armée d'avant-garde dans des conditions non révolutionnaires) comme la principale et fondamentale distinction politique et pratique entre les vrais et les faux communistes, entre les vraies et les fausses avant-gardes du prolétariat.

4. Pour atteindre la révolution, l'avant-garde communiste doit conquérir une influence prédominante dans les masses prolétariennes, condition pour pouvoir les guider effectivement à la prise du pouvoir politique et au renversement de l'Etat bourgeois. Il est démontré dans les faits par toute l'histoire de la révolution prolétarienne que, dans sa lutte pour la dictature, cette classe n'obtiendra la victoire que quand - dans des conditions objectives précises - ses couches politiquement déterminantes se seront alignées du côté du communisme et disposeront de forces suffisantes pour briser la résistance de la réaction bourgeoise. D'où la nécessité inconditionnelle du respect du principe qui veut que, dans la bataille constante et quotidienne contre les déviations opportunistes et économistes présentes dans le prolétariat, les communistes révolutionnaires arrivent à conquérir la direction politique des masses et de leurs mouvements de lutte.

L'Union des Communistes Combattants - qui affirme son propre rôle combattant pour le socialisme à travers la lutte armée et conserve en toute occasion son autonomie politico-organisationnelle, quelle que soit la direction que prennent les événements et quelle que soient les formes du mouvement - se pose explicitement comme but, dès le premier jour de sa constitution, non pas la création d'une secte de propagande, non pas une activité politico-militaire exclue de la dynamique et du contexte réels de la lutte entre les classes, mais bien la participation consciente à ce conflit, l'intervention d'avant-garde sur la scène politique et la conduite de la lutte prolétarienne selon une direction communiste. Son objectif déclaré est d'élever, au cours de la lutte, le prolétariat à la conscience accomplie de ses propres intérêts, en en conquérant la direction politique pour le mener à la prise du pouvoir.

5. L'Union des Communistes Combattants rejette catégoriquement toute conception subjectiviste qui prétend possible la révolution prolétarienne sans un travail adéquat de conquête des masses laborieuses à la ligne politique du communisme. C'est précisément pour que ce travail soit efficace, c'est précisément pour empêcher le balancement néfaste entre extrémisme et économisme, c'est précisément pour combattre la tendance erronée qui

voudrait la conquête du soutien de masse immédiate et sans obstacles, qu'il est nécessaire d'établir un juste rapport entre l'avant-garde et le mouvement prolétarien dans son ensemble.

L'agitation communiste en direction des masses prolétariennes, la ligne de masse de l'avant-garde, doit être conduite de manière à ce que les travailleurs en lutte soient portés à reconnaître par leur propre expérience notre organisation comme le guide énergique et fidèle de leur mouvement commun. Pour y parvenir, il est nécessaire, avant tout, que l'avant-garde intervienne par son action combattante en syntonie et en apogée des mouvements généraux du prolétariat, qu'elle les soutienne et les guide en les dirigeant contre les gouvernements et l'Etat bourgeois, qu'elle soit capable de généraliser avec vigueur les mots d'ordre politico-organisationnels les plus avancés, jaillis des luttes et de la situation générale. D'autre part, dans chacune des phases de la lutte politique et économique, les communistes doivent répandre au sein du prolétariat la connaissance de ce que ces mouvements ne constituent qu'une partie, qu'une étape dans la lutte des classes plus générale, qui est une lutte pour le pouvoir politique de l'Etat. Jamais ils ne devront renoncer à leur trait distinctif et particulier, à la proposition du renversement complet de l'ordre social existant; jamais ils ne devront abdiquer leur rôle spécifique: affirmer l'intérêt général du prolétariat et faire progresser la situation politique.

C'est à travers ce travail, absolument nécessaire, qu'un groupe communiste peut devenir l'avant-garde réelle de millions de prolétaires; en guidant les masses laborieuses dans la lutte constante contre les exactions du capital, il sera possible - et c'est aussi un devoir - de rendre compréhensible et actuel le lien qui existe entre la vie quotidienne, entre le mouvement de toutes les classes et de tous les partis politiques d'une part et le mot d'ordre de la dictature du prolétariat de l'autre.

L'Union des Communistes Combattants qui, en tant qu'organisation armée et clandestine ne peut pas ne pas se fixer des limites précises et infranchissables dans les moyens par lesquels se déploie sa propre activité vers les masses, reconnaît en tout cas pleinement l'importance fondamentale que revêt ce travail dans la perspective de la révolution. Guider, élargir, approfondir les actuelles luttes générales du prolétariat et, en conformité avec le cours de leur développement et de l'expérience pratique acquise par les masses elles-mêmes, les transformer en luttes politiques finales, est et reste en somme le critère à suivre dans ce travail.

Mais cela ne sera enfin possible que quand l'Union des Communistes Combattants, autonome et

en mesure de combattre les institutions bourgeoises et leurs politiques en toute circonstance de la lutte des classes, saura éviter tant le sectarisme que le manquement aux principes.

6. L'Union des Communistes Combattants se base organisationnellement sur le centralisme démocratique, dont les principes essentiels sont: l'éligibilité des organes supérieurs à partir des inférieurs, le caractère absolument impératif de toutes les directives des organes supérieurs aux inférieurs, l'existence d'un centre dirigeant fort dont l'autorité et les décisions, dans les intervalles entre les congrès, ne peuvent être mises en discussion par personne. Il va de soi que, dans les conditions de clandestinité dans lesquelles se développe la lutte, le principe électif peut néanmoins souffrir de limitations: les organismes dirigeants ont donc le droit de coopter dans leurs propres effectifs des militants particuliers si la nécessité pour l'organisation s'en fait sentir.

7. L'Union des Communistes Combattants reconnaît comme sienne la cause de la fondation du Parti Communiste Combattant du prolétariat italien. En travaillant dans ce sens, elle s'efforce aussi d'affirmer, de consolider et de renforcer la tendance communiste révolutionnaire contre toutes les déviations aventuristes et contre toutes les tentations liquidatrices - qui s'expriment aujourd'hui dans le refus de l'utilisation de la lutte armée - et appelle résolument dans ses rangs organisés les marxistes militants de notre pays.

Dans la période actuelle, caractérisée par un état de désorientation particulière du mouvement révolutionnaire, il est nécessaire de mener un travail décisif d'orientation politique, théorique et pratique, tendant à clarifier tant la nature de la stratégie, des principes et des tactiques du parti révolutionnaire, que celle de l'éventail des forces intéressées à sa fondation. L'Union des Communistes Combattants, qui reconnaît comme ses interlocuteurs premiers les forces et les groupes marxistes qui se placent déjà sans hésitation sur le terrain de la lutte armée, est en tout cas animée par la conviction que l'unité des communistes dans le parti doit se baser sur la clarté de vue et que cette clarté, à l'heure actuelle, ne peut naître que d'une réelle et approfondie confrontation interne sur les questions principales que l'expérience pratique de la révolution prolétarienne a mises à l'ordre du jour dans notre pays.

L'Union des Communistes Combattants souligne en outre l'importance fondamentale de la bataille anti-révissionniste. Il doit en effet être clair pour chaque révolutionnaire qu'une préparation, même seulement préliminaire, du prolétariat au renversement de la bourgeoisie n'est pas possible sans une lutte inévitable, systématique, large et ouverte, contre les vieux

partis officiels - et en particulier contre le P.C.I. - qui détiennent toujours des positions fortes dans le mouvement ouvrier, et qui, dans leur pacifisme parlementaire, illusionnent les masses sur la nature réelle de la démocratie bourgeoise.

Enfin, l'Union des Communistes Combattants s'aligne fermement aux côtés de la lutte communiste combattante menée dans les pays capitalistes avancés et aux côtés des luttes de libération nationale qui se développent dans les pays dominés

par l'impérialisme. Dans ses aspirations à atteindre l'émancipation complète de la classe ouvrière, et sachant que la révolution prolétarienne est par sa nature même internationaliste, elle ne ménage aucun effort pour contribuer à l'unité des communistes et des travailleurs de tous les pays.

Union des Communistes Combattants
octobre 1985



I compagni che vogliono l'originale dello documento possono chiederlo scrivendo a:

Correspondances Révolutionnaires, B.P. 1310, 1000 Bruxelles 1, Belgio.

E solamente domandato il prezzo della fotocopia.

Déclaration au procès Azita Monachipour & Djaber Kalibi (juillet 1988)

Djaber Kalibi et Azita Monachipour sont militant et militante du *Nouveau mouvement communiste iranien*. Ce mouvement est une structure qui permet à d'anciens membres et sympathisants des Guérilléros Fedayins du Peuple Iranien d'organiser les confrontations politiques et la lutte idéologique nécessaires à la construction d'une unité politique et stratégique sur la ligne du marxisme-léninisme/lutte armée stratégie et tactique, tout en continuant la lutte pratique contre le régime capitaliste de la République Islamique d'Iran.

Ils ont tous deux été arrêtés le 20 septembre 1986 à Paris par la police politique française (DST) et condamnés le 8 juillet 1988 chacun à 4 ans d'emprisonnement et 5 ans d'interdiction de séjour en France pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise individuelle ou collective en vue de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur» et «détention sans autorisation d'armes et d'explosifs».

Nous comparaissons pour la seconde fois devant un tribunal français qui nous accuse de lutter contre le régime de la République Islamique d'Iran. Le premier tribunal nous a condamnés à un total de 8 ans d'emprisonnement et 20 ans d'interdiction de séjour en France en nous accusant d'avoir préparé le renversement du régime de l'Ayatollah Khomeiny! A notre question demandant en quoi nous étions des "malfaiteurs", le procureur a répondu que nous entrions bien dans le cadre du délit d'association de malfaiteurs car nous avions l'intention d'organiser la guerre civile et la Révolution en Iran! Ce tribunal a donc estimé que la lutte des révolutionnaires et des travailleurs iraniens contre l'un des régimes les plus haïs et les plus criminels de l'histoire de l'humanité entraînait dans le cadre des "crimes" et des "méfaits", s'identifiant par là à un tribunal du régime de Khomeiny; ce qui nous permet de conclure que l'Etat et l'appareil judiciaire français défendent et soutiennent un régime terroriste dont les actes criminels ont dépassé les frontières de l'Iran pour se perpétrer dans les autres pays du monde et en France même. Ce premier tribunal était si pressé de conclure qu'il n'a pas estimé devoir nous donner le temps de parole nécessaire.

Depuis un an nous avons été témoins en France de plusieurs événements en relation avec le régime iranien et les terroristes de la République Islamique. Ces événements ont permis de démasquer le vrai visage de l'Etat et de l'appareil judiciaire français auprès des travailleurs et de l'opinion publique mondiale. D'un côté, un terroriste comme Vahid Gordji qui était, de l'aveu même de votre Président de la

République, l'un des principaux responsables des actes terroristes de septembre 1986, était escorté avec tous les égards à l'aéroport où l'attendait un jet privé, après un bref passage au bureau du juge Boulouque pour la forme. Peu après, un autre qui avait été arrêté pour les mêmes raisons, était mis en liberté et d'autres le seront prochainement, semble-t-il. Et d'un autre côté, des opposants iraniens en France étaient harcelés, arrêtés, torturés et expulsés!

Il ne faut donc pas s'étonner de l'enthousiasme qu'ont soulevé ces mesures au sein des médias et du gouvernement iranien. A la suite de notre condamnation le 29 avril 1988 par un tribunal français, les journaux officiels du régime iranien comme Kayhan et République Islamique titraient: «Le tribunal de Paris a condamné trois iraniens inculpés d'association de malfaiteurs à 8 années de prison». Il poursuivaient en présentant cette condamnation comme une des mesures positives du gouvernement français en faveur de l'Iran. Peu après, les trois otages français détenus au Liban étaient libérés...

Il devient donc impossible de mettre en doute le contenu des négociations secrètes menées depuis plusieurs mois entre les gouvernements français et iranien: l'Etat français s'est servi des militants révolutionnaires iraniens comme monnaie d'échange afin de «normaliser» ses relations avec l'Iran et d'obtenir les faveurs d'un régime terroriste. Ce n'est plus un secret pour personne que ce sont les intérêts politiques et économiques de l'impérialisme français qui l'ont conduit à mener des négociations secrètes avec la République Islamique et à faire pression sur les révolutionnaires iraniens pour répondre à l'une des trois conditions posées par l'Iran pour la «normalisa-

tion» de ses relations avec la France. Car seule la vieille logique colonialiste avec ses programmes et ses tactiques qui visent à perpétuer l'exploitation des peuples du Tiers-Monde pour assurer les intérêts des capitalistes, des banques et des multinationales, permettent de qualifier de «criminel» notre combat légitime contre une dictature fasciste et islamique.

Nul n'ignore aujourd'hui que le régime de Khomeiny ne se contente pas du massacre et de la répression brutale du peuple iranien, mais qu'il expédie ses forces militaires (les Pasdarans) au Liban pour comploter contre les peuples palestinien et libanais et transformer ce pays en une grande prison d'otages.

Nul n'ignore que dans de nombreux pays, les mercenaires terroristes du régime de Khomeiny s'adonnent à des activités terroristes contre les opposants iraniens et les populations de ces pays sous le couvert du statut diplomatique, et que l'Ambassade d'Iran à Paris est l'une des bases principales de leurs activités en Europe.

Nul n'ignore les faits suivants: depuis dix ans, quarante-cinq millions d'Iraniens sont les otages d'un régime sanguinaire et inhumain, ils sont soumis à une oppression constante où la vie, l'honneur et la liberté de l'être humain n'ont plus aucune valeur; cela fait huit ans qu'une guerre injuste a transformé l'Iran en un véritable enfer et les populations des villes et des campagnes calcinées vivent à chaque instant du jour et de la nuit dans l'angoisse d'être les cibles des bombes et des missiles *sol-sol*.

Les femmes iraniennes vivent dans une humiliation constante et écrasante; elles ne possèdent pas le moindre droit dans la société islamique; les enfants iraniens, au lieu d'aller à l'école, sont expédiés sur les champs de mines et les lycéens et les étudiants sont cueillis à la sortie des établissements scolaires pour être expédiés sur le front.

L'ampleur de l'anéantissement de la force matérielle et morale des peuples iraniens sur les fronts, sous les bombes et les missiles, dans les geôles et sur les terrains d'exécutions du régime est effroyable; la misère, la faim, le chômage, la prostitution et la toxicomanie sont les seuls acquis de dix années de dictature de ce régime anti-populaire; les ouvriers iraniens triment à longueur de journée sous les bombes dans des conditions de travail inhumaines pour des salaires de misère.

Le régime réactionnaire et terroriste de la République Islamique est honni par les peuples, les paysans, les ouvriers et intellectuels qui n'ont tous qu'un mot d'ordre à la bouche: «A bas Khomeiny»!

Vous connaissez parfaitement ces faits indéniables, mais les intérêts de classe, les avantages sociaux et les profits pharamineux réalisés par les cartels et les multinationales, c'est-à-dire par la bour-

geoisie impérialiste de vos pays, grâce aux ventes d'armes, au pillage des ressources naturelles et à l'exploitation de la force de travail des travailleurs iraniens et des autres peuples dominés vous obligent à soutenir le régime capitaliste et terroriste de Khomeiny coûte que coûte allant jusqu'à le seconder dans la répression des révolutionnaires et des communistes iraniens.

Ce rôle contre-révolutionnaire de l'impérialisme français à l'égard du peuple iranien n'est pas nouveau, car il a, tout au long des années, au côté de l'impérialisme américain, entretenu des relations économiques basées sur l'exploitation des travailleurs iraniens avec les différents régimes fantoches qui étaient au pouvoir en Iran. Il a constamment soutenu ces dictatures dans le but de préserver et de développer ses intérêts. Son rôle est surtout très significatif dans le soutien apporté aux forces contre-révolutionnaires qui ont réussi à dévier le mouvement anti-impérialiste et démocratique du peuple iranien dans les années 1978-79. Tout le monde se souvient que l'Ayatollah Khomeiny a été accueilli en automne 1978 par le gouvernement français et que celui-ci joua un rôle déterminant aux côtés d'autres puissances impérialistes comme les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon dans le remplacement du Chah par Khomeiny.

Voici comment Ebrahim Yazdi qui était à l'époque l'un des proches collaborateurs de Khomeiny à Neauphle-le-Château, relate les événements dans son livre: «Peu avant le voyage du Président français en Guadeloupe, l'Ayatollah Khomeiny demanda à Ghotbzadeh d'essayer de savoir si le Président évoquerait le problème de l'Iran pendant la Conférence [Conférence des pays industrialisés organisée à la Guadeloupe au début de l'année 1979]. Ghotbzadeh qui avait déjà communiqué le projet de l'Imam au Président français afin qu'il l'étudie et prenne des décisions, s'adressa au Ministre des Affaires Etrangères qui lui répondit au bout de quelques heures que oui, le Président évoquera le problème de l'Iran à la conférence de la Guadeloupe et il a étudié le projet qui a été communiqué... Et l'Imam remercia le Président français pour sa prise de position à cette conférence...» (livre de Yazdi, page 98). Il continue: «Giscard d'Estaing dit: si le Chah reste, l'Iran sombrera dans la guerre civile. Le gouvernement français a définitivement décidé de se passer du Chah...» (Décidemment, empêcher la guerre civile, c'est-à-dire la révolution en Iran est le souci permanent de tous les responsables français!). Yazdi écrit enfin: «Lors de la Conférence de la Guadeloupe, les chefs d'Etat des quatre grands pays du monde se mirent d'accord sur le départ du Chah» (page 95). Bien sûr monsieur Giscard d'Estaing a malencontreusement "oublié" de relater cet épisode dans son dernier livre.

Mais voyons ce qui a amené Giscard et les autres chefs d'Etat impérialistes à prendre une telle décision en 1979. Que redoutaient-ils?

Dans les années 1978-79, les masses laborieuses iraniennes, les ouvriers, les paysans et les autres couches déshéritées de la société se soulevèrent contre la dictature des Pahlavi qui sévissait depuis soixante ans. Cette dynastie utilisait déjà l'islam pour conserver le peuple iranien dans l'arriération et empêcher le développement de toute pensée progressiste et révolutionnaire et pour maintenir une forte dépendance politique, économique et militaire du pays envers l'impérialisme; il encourageait la propagation d'une culture décadente et chauviniste teintée d'islam. En dépit de la vaste répression perpétrée par la savak (police politique du Chah) et l'Armée, malgré l'intensification des tortures, des exécutions et des massacres de manifestants, le régime du Chah ne réussissait plus à endiguer l'ample mouvement de contestation populaire. Les puissances impérialistes avaient besoin d'une alternative sûre au régime Pahlavi, capable d'endiguer le mouvement anti-impérialiste du peuple iranien qui commençait à influencer les autres peuples du Moyen-Orient. Il leur fallait un régime capable de réprimer plus brutalement le mouvement révolutionnaire, d'éviter la montée du communisme et d'assurer les intérêts impérialistes en laissant intact le système capitaliste en Iran. Giscard trouva cette alternative en étudiant le "projet" de Khomeiny. C'est ainsi que selon un des hauts commandants de l'armée du Chah: «Un colonel américain prit le Chah par la queue comme un rat mort et le jeta hors de l'Iran».

Dès son installation au pouvoir, Khomeiny commença la répression du mouvement anti-impérialiste avec le concours des restes de la savak et des commandants de l'Armée Impériale qui avaient accepté de collaborer avec lui grâce aux conseils du Général Huyzer, bras droit du Général Haig, commandant en chef de l'OTAN à Bruxelles (pour plus d'informations, voir «Ma mission à Téhéran» du Général Huyzer; le livre de Sullivan, ambassadeur US à Téhéran; et les livres de Yazdi et de Bazargan, architectes de la République Islamique). Les organisations politiques, les syndicats, les conseils rouges ouvriers et paysans ainsi que les journaux progressistes furent interdits et leurs responsables et membres actifs furent arrêtés, emprisonnés ou exécutés. Les Pasdarans et les voyous du Hezbollah attaquèrent les lycées et les universités, arrêtaient, massacraient et exécutèrent les enseignants et les étudiants progressistes et révolutionnaires. Les sbires du régime firent de gigantesques bûchers dans les rues avec des milliers de livres progressistes et scientifiques.

Cette fois au nom de l'islam et sous le commandement de Bani-Sadr, l'Armée Impériale attaqua

le Kurdistan pour écraser le peuple combattant kurde qui luttait depuis de longues années, et comme les autres peuples opprimés de l'Iran, contre le chauvinisme persan. Les villes et les villages de cette région furent bombardés au napalm et les populations furent massacrées.

Le peuple arabe du Khouzestan subit le même sort tragique après l'attaque organisée par les Pasdarans et les Forces Armées de la République Islamique sous le commandement de l'Amiral Madani, officier supérieur de l'Armée du Chah, et surnommé depuis, «le bourreau du peuple arabe».

Les femmes iraniennes qui avaient pris une part importante dans le mouvement révolutionnaire, furent les premières victimes du régime islamique dès le mois de mars 1979. Elles furent privées de toute participation à la vie sociale et politique; des milliers de femmes enseignantes, ingénieurs, médecins... furent humiliées et obligées de rester à la maison. Les prisons du régime regorgent de femmes combattantes. Des pratiques telles que les lapidations et les flagellations ont encore cours. Sans compter les sanctions telles que les interdictions de travailler ou d'étudier pour manquement à la tenue islamique. Les femmes ouvrières sont la classe la plus honteusement exploitée de la société iranienne et subissent la plus grande injustice.

Depuis le mois de février 1979, plus de cinquante mille opposants ont été exécutés ou sont morts sous la torture. Des milliers ont disparu. Plus de cent cinquante mille prisonniers politiques crouissent dans les geôles sinistres de la République Islamique. Ceux qui résistent et qui refusent de devenir des collaborateurs et des repentis sont exécutés à la fin de leur peine ou succombent à la torture bien avant.

Confronté dès les premiers mois de son établissement à d'immenses problèmes politiques et économiques et à une contestation populaire grandissante, le régime cherchait un exutoire pour éviter le même destin que celui du Chah. La guerre avec l'Irak était le meilleur moyen de cacher momentanément la crise et de se consolider, en mobilisant les masses autour de mots d'ordre de «défense de la patrie et de l'islam».

On remarque la présence constante de l'impérialisme français dès le déclenchement de la guerre entre les deux pays et tout au long de celle-ci. En effet, une guerre d'une telle ampleur n'aurait jamais pu commencer et continuer sans l'accord et le soutien tacites des puissances impérialistes. Ces dernières ont pu sous le prétexte de cette guerre renforcer leur présence militaire dans la région du Golfe dans le cadre de leur concurrence autour des zones d'influence. Cette guerre leur a permis d'éviter l'extension du mouvement révolutionnaire iranien dans la région et a affaibli les mouvements anti-im-

périalistes de la région, notamment celui des peuples palestinien et libanais, et a renforcé le régime sioniste.

Cette guerre n'a apporté aux peuples iraniens et irakiens que mort, ruines, misère et maladies. Mais elle a été une gigantesque source de profit pour vos banques et vos cartels d'armement. Elle a provoqué plus d'un million de morts parmi la population des deux pays, des milliers de mutilés, de prisonniers de guerre et de réfugiés de guerre et de sans-abri qui logent depuis 8 ans dans des abris de fortune dans les pires conditions d'existence. L'infrastructure industrielle et économique du pays a été détruite dans sa majeure partie et de nombreuses villes ne sont plus que des tas de ruines. Les maladies nerveuses provoquées par l'angoisse des bombardements et des tirs de missiles chez les habitants des villes affecteront encore pendant de nombreuses années ces populations et surtout les enfants.

La responsabilité de cette situation incombe en grande partie à l'impérialisme français. Troisième exportatrice d'armes du monde, la France a vendu de 1980 à 1987 pour plus de 11,5 milliards de dollars d'armements à l'Irak et pour des millions de dollars d'armes à l'Iran. Ces deux pays ont déjà dépensé plus de 400 milliards de dollars pour les besoins de la guerre. La quasi-totalité du revenu pétrolier des deux pays rejoint les poches des multinationales et des cartels d'armement.

Depuis 8 ans, plus de 40 pays et principalement les Etats-Unis, l'Union Soviétique et la France, ont réalisé des milliards de dollars de profits par les ventes d'armes, alors que 45 millions d'Iraniens et 14 millions d'Irakiens se débattent contre la mort et la misère, pour assouvir l'avidité de vos marchands de canons, de vos industries d'armements dont vous êtes si fiers: Dassault, Thomson, Aérospatiale, Matra, S.N.P.E., Luchaire, Manhurin, T.R.T., etc. L'économie française a été organisée de telle manière que si les guerres régionales s'arrêtaient, plus de trois cent mille travailleurs seraient mis au chômage. Vous voyez comment votre économie est basée sur le malheur et la mort de millions d'êtres humains à travers le monde.

Aucun d'entre vous si prompts à vous indigner sur l'exécution d'un marchand de mort comme le général Audran ne bronche lorsqu'un de ses acolytes, Guy Chevalier, Français, dirigeant de la S.N.P.E., secrétaire général du Cartel des Poudres et Explosifs déclare le 4 février 1984: «Les commandes en RDX sont complètes pour 1983 et il y a des commandes pour 1984. Mais il y a des risques politiques, c'est-à-dire que la guerre se termine»!!! Vous poussez même le cynisme jusqu'à décerner la Légion d'Honneur à Daniel Dewawrin, P.D.G. de Luchaire, tristement célèbre pour ses livraisons d'obus à l'Iran, et vous emprisonnez les militants

français qui se félicitent de la mort d'Audran! Vos âmes délicates s'attendrissent sur la femme et les enfants d'un marchand de mort, mais lequel d'entre vous a eu une pensée pour les centaines de cadavres d'enfants qu'on extirpe des ruines causées par les missiles qu'il a vendus?

Les ventes d'armes massives ne suffisent pas aux banques et aux multinationales qui estiment que les travailleurs iraniens ne sont pas encore suffisamment exploités! C'est pourquoi les successifs gouvernements français ont fait des pieds et des mains pour renouer leurs relations diplomatiques avec l'Iran. A peine le nouvel ambassadeur d'Iran descendait-il de l'avion que les hordes de délégations commerciales françaises partaient pour Téhéran avec des projets et des contrats juteux en poches. Ces chacals sont en train de se pousser du coude dans les ministères en Iran, à qui sucera le mieux le sang des ouvriers iraniens, à qui remportera les contrats pour reconstruire les villes, les routes et les usines détruites par la guerre...

Depuis 10 ans, la dépendance économique de l'Iran n'a fait que s'accroître envers les pays occidentaux. Plus du tiers des ressources en devises du pays est consacré aux importations des denrées de base et l'industrie iranienne, essentiellement de montage d'éléments fabriqués à l'étranger, serait paralysée sans l'importation de matières premières. Mais c'est le secteur des produits manufacturés qui est le plus dépendant des pays impérialistes, notamment des pays de l'OCDE. Les capitalistes iraniens qui jouent les intermédiaires dans l'importation des produits et des capitaux impérialistes sont protégés par les lois de la République Islamique, qui leur permettent d'exploiter et de piller sans vergogne et plus que jamais le prolétariat et les travailleurs iraniens. Les salaires sont extrêmement bas et les prix sans commune mesure avec ces salaires, de sorte que 80% de la population a un niveau de vie situé au-dessous du seuil minimum.

Le régime de la République Islamique est en train d'accomplir consciencieusement la tâche qui lui a été dévolue: combattre impitoyablement les aspirations anti-impérialistes et démocratiques du peuple iranien, renforcer le camp de la réaction et du sionisme dans la région, préserver le système d'exploitation capitaliste et les intérêts impérialistes en Iran. Pour toutes ces raisons, en dépit des apparences, la République Islamique est l'un des meilleurs alliés de l'impérialisme dans la région du Moyen-Orient.

Dans ces conditions, il est du devoir de chaque révolutionnaire, de chaque communiste, de prendre les armes et de combattre ce régime. Le combat des révolutionnaires et des travailleurs iraniens est historiquement légitime car il entend mettre un terme à toute cette souffrance, à la guerre, à la misère, au

chômage, à la faim. Il est légitime car il vise à libérer le peuple iranien et les peuples opprimés de la région qui ont tout perdu sous la pression de la guerre et du terrorisme du régime de Khomeiny et qui n'ont plus rien que leurs chaînes à perdre.

Nous aimerions faire quelques remarques sur vos «Droits de l'Homme» avant de terminer. Il est important lorsqu'on voit la propagande organisée autour de la célébration l'année prochaine du bicentenaire de la Révolution Française, de voir ce qui subsiste réellement de la Déclaration des Droits de l'Homme qui fut un des plus grands acquis du prolétariat français. Selon l'article 35 de cette déclaration rédigée en 1793: «Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque partie du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs».

Nous vous demandons donc: subsiste-t-il encore un semblant de doute sur le fait que les droits des hommes sont bafoués systématiquement et quotidiennement en Iran? Y a-t-il encore quelqu'un pour ignorer que le pouvoir politique qui sévit aujourd'hui en Iran piétine sur tous les plans les droits du peuple iranien et que c'est un régime profondément réactionnaire et inhumain?

Mais lors de notre premier procès, le tribunal a-t-il fait autre chose que de déclarer que le soulèvement contre une dictature criminelle qui bafoue quotidiennement et systématiquement les droits du peuple constitue un crime?

Alors nous sommes curieux de savoir ce que vous allez célébrer réellement. La Révolution ou la dictature? Lénine avait raison lorsqu'il disait que la bourgeoisie de l'époque de la Révolution Française avait accepté ce slogan (l'article 35) afin de mieux le trahir par la suite.

En tout cas nous avons pu depuis bientôt deux ans mesurer amplement la portée de vos «Droits de l'Homme» à notre petite échelle: lors de notre arrestation, nous avons été torturés pendant quatre jours dans les sous-sols de la DST par votre police politique. Ils nous ont recouvert la tête de sacs en plastique qui rendaient la respiration impossible; nous avons été injuriés, battus sur toutes les parties du corps, obligés de rester à genoux ou debout sans pouvoir dormir, subi le garrot, des simulacres d'exécution au revolver, menacés de voir nos amis et nos

familles expédiés en Iran pour être exécutés par le régime de Khomeiny. Les membres de notre famille ont été pris en otages par la police politique et l'appareil judiciaire. Deux ans après, la mère de notre camarade était fouillée à corps dans le métro par les sbires de la police politique en sortant du procès de sa fille. D'autres amis qui avaient assisté à notre procès ont subi des menaces d'agents de la DST au moment du renouvellement de leur carte de séjour. Dans vos prisons, nous avons subi des mois d'isolement, des semaines de cellules de punition, des transferts répétitifs d'une prison à l'autre, des mois d'interdiction de parloirs, le blocage et la censure de notre courrier. Au bout de bientôt deux ans d'incarcération, les champions des droits de l'homme que vous êtes saisissez encore tout courrier non écrit en français sous prétexte que la traduction coûte cher! Nous avons subi et continuons de subir des brimades continues dans vos geôles lorsque nous protestons contre l'interdiction des revues et des publications en langue «étrangère»!

La misère morale et matérielle que nous avons pu observer dans vos prisons donne une bien triste image de votre société démocratique et de vos «Droits de l'Homme»!

Nous terminons en disant qu'en dépit de tout ceci, nous sommes fermement convaincus que les travailleurs français et les révolutionnaires de ce pays nous soutiennent et sont solidaires de notre combat, et c'est ce qui nous importe. Nous savons que nous pouvons compter sur la solidarité de tous les peuples et les prolétaires du monde avec le combat du peuple iranien pour la liberté et la démocratie réelle, la démocratie prolétarienne, pour le socialisme, pour une société libre, humaine et fraternelle.

VIVE LA REVOLUTION!
VIVE LE COMMUNISME!

Azita Monachipour
Djaber Kalibi
Paris, le 1er juillet 1988

Azita Monachipour est actuellement emprisonnée à ROUEN: 1 rue de la motte, 76300 Rouen; et Djaber Kalibi à la prison de la santé à PARIS: n° 228774 K 2239; 42 rue de la santé, 75014 Paris.

«L'Etat en tant qu'arme»

György Lukacs

Dans chacun de ses numéros, Correspondances Révolutionnaires publiera un "classique" du patrimoine politique ou culturel du mouvement communiste historique. Nous ouvrons cette rubrique avec un chapitre du philosophe hongrois György Lukacs (1885-1971), chapitre extrait de son livre «La pensée de Lénine».

Dans «L'Etat en tant qu'arme», Lukacs (qui fut Vice-commissaire du Peuple à l'Instruction Publique dans le gouvernement révolutionnaire de Bela Kun en 1919, membre du Comité Central du Parti Communiste Hongrois en 1956 et ministre dans le gouvernement d'Imre Nagy avant d'être déporté en Roumanie après l'intervention de l'URSS) se penche sur un problème important - sur le problème central de la révolution prolétarienne - celui de la prise du pouvoir.

Comme l'ont rappelé les militants des Cellules Communistes Combattantes lors du procès de septembre/octobre 1988 à Bruxelles, **«Les clés du pouvoir sont dans l'Etat».**

Le texte de Lukacs présenté ci-dessous intéresse donc tous les révolutionnaires d'aujourd'hui, qui savent que, comme l'écrivait Lukacs:

«L'actualité de la révolution prolétarienne n'est plus désormais seulement un horizon de l'histoire universelle planant au-dessus de la classe ouvrière en voie d'émancipation, mais la Révolution est déjà devenue une question à l'ordre du jour du mouvement ouvrier».

L'essence révolutionnaire d'une époque se manifeste le plus clairement dans le fait que la lutte des classes et des partis ne présente plus les caractères d'une lutte à l'intérieur d'une organisation étatique déterminée, mais dans le fait qu'elle commence à faire sauter ses frontières et à s'étendre bien au-delà d'elles. Elle apparaît d'une part comme une lutte pour le pouvoir d'Etat, d'autre part l'Etat lui-même participe officiellement à cette lutte. Non seulement la lutte se fait *contre* l'Etat, mais l'Etat lui-même se révèle comme étant une *arme de la lutte des classes*, un des instruments essentiels pour le maintien de la domination de classe. Marx et Engels ont constamment souligné ce caractère de l'Etat et l'ont analysé dans tous ses rapports avec l'évolution de l'histoire et la révolution prolétarienne. Marx et Engels ont posé en termes très clairs et sans équivoque les fondements d'une théorie dans le cadre du matérialisme historique. Mais c'est là que l'opportunisme s'est le plus éloigné de façon conséquente de Marx et Engels. Car dans tout autre domaine il était possible de présenter soit la «révision» de théories économiques particulières comme si leur principe était en accord avec l'essence de la méthode marxiste (dans le sens de Bernstein), soit de donner aux doctrines économiques maintenues dans «l'orthodoxie» une direction à la fois mécaniste, fataliste, non dialectique et non révolutionnaire (dans le sens de Kautsky). Mais le simple fait de soulever ces problèmes que Marx et Engels considéraient comme

les bases de leur théorie de l'Etat, revient déjà à reconnaître l'actualité de la révolution prolétarienne. L'opportunisme de toutes les tendances dominantes de la II^{ème} Internationale se manifeste le plus clairement dans le fait qu'aucune d'elles ne s'est occupée sérieusement du problème de l'Etat. Et ici au point crucial il n'apparaît aucune différence entre Kautsky et Bernstein. Tous, sans exception, ont tout simplement admis l'Etat bourgeois. Et quand ils l'ont critiqué, c'était uniquement pour combattre quelques-unes des formes apparentes de l'Etat nuisibles au prolétariat. L'Etat a été vu exclusivement en fonction des intérêts immédiats particuliers, mais son essence n'a jamais été analysée et appréciée en fonction de l'ensemble de la classe ouvrière. Et si l'aile gauche de la II^{ème} Internationale fait preuve d'un tel manque de maturité et de clarté, c'est qu'elle n'a pas été capable de poser clairement le problème de l'Etat. Elle a parfois été jusqu'au problème de la révolution, jusqu'au problème de la lutte *contre* l'Etat, mais sans être capable de poser la question concrètement - même au niveau purement théorique - et à plus forte raison d'en montrer les conséquences pratiques dans la réalité historique actuelle.

Là aussi Lénine a été le seul à avoir atteint de nouveau le niveau théorique de la conception marxiste, la pureté de la position révolutionnaire vis-à-vis du problème de l'Etat. Et même si son apport ne consistait qu'en cela, ce serait déjà un résultat théori-

que très important. Mais en rétablissant la théorie marxiste de l'Etat, Lénine n'a pas restauré philologiquement la doctrine initiale ni ses principes véritables en les systématisant de manière philosophique, mais il l'a poussée comme partout ailleurs jusque dans le concret, l'a concrétisée dans la réalité actuelle pratique. *Lénine a vu et présenté la question de l'Etat comme une question actuelle du prolétariat en lutte.* Par cela déjà - pour en rester à la signification de cette seule question - il s'est engagé sur la voie de sa concrétisation décisive. Car s'il a été possible objectivement aux opportunistes de voiler la théorie de l'Etat du matérialisme historique, pourtant claire comme de l'eau de roche, c'est que avant Lénine elle était conçue seulement comme une théorie générale, une explication historique, économique, philosophique, etc. de l'essence de l'Etat. Marx et Engels ont certes interprété à partir des phénomènes révolutionnaires concrets de leur temps, le progrès réel de l'idée prolétarienne de l'Etat (commune); ils ont certes souligné les erreurs que constituent les théories erronées sur l'Etat pour la direction de la lutte de classes prolétarienne [critique du programme de Gotha]. Cependant même leurs disciples les plus proches, les meilleurs leaders de cette époque n'ont pas compris *la relation* qui existait entre le problème de l'Etat et leur activité quotidienne immédiate. Pour cela il fallait justement autrefois le génie théorique d'un Marx et d'un Engels, afin de saisir cette réalité - actuelle seulement dans une vision universelle des choses - en rapport avec les petites luttes quotidiennes. Et il va sans dire que le prolétariat moins que quiconque était à même d'associer par un lien organique ce problème fondamental aux problèmes immédiats de la lutte quotidienne. Le problème apparut de plus en plus comme «but final» dont la solution peut être réservée à l'avenir. Lénine seul a fait théoriquement aussi de cet «avenir» un présent. Mais ce n'est qu'à partir du moment où la question de l'Etat est reconnue en tant que problème actuel qu'il devient possible au prolétariat de ne plus considérer l'Etat capitaliste concrètement comme son monde environnant naturel et immuable, comme le seul ordre social possible pour son existence présente. Seule cette prise de position vis-à-vis de l'Etat bourgeois donne au prolétariat *l'absence de prévention théorique* vis-à-vis de l'Etat et fait de son attitude à l'égard de celui-ci une simple question de tactique. Il est par exemple évident qu'aussi bien derrière la tactique de la légalité à tout prix que derrière le romantisme de l'illégalité, se cache la même absence d'indépendance d'esprit théorique vis-à-vis de l'Etat bourgeois. L'Etat bourgeois n'est pas considéré comme instrument du combat de classe de la bourgeoisie avec lequel on doit compter comme avec un facteur de force réelle, et seulement en tant que tel, et dont le respect éventuel n'est plus qu'une question de *simple utilité*.

Mais l'analyse de Lénine de l'Etat comme arme de la lutte de classe concrétise encore bien plus la question. Il ne fait pas seulement ressortir les conséquences pratiques (idéologiques, tactiques, etc.) immédiates d'une connaissance historique exacte de l'Etat bourgeois, mais fait apparaître concrètement et en liaison organique avec les autres instruments de lutte du prolétariat une ébauche de l'Etat prolétarien. La division traditionnelle du mouvement ouvrier (parti, syndicat, coopérative) se révèle aujourd'hui insuffisante pour le combat révolutionnaire du prolétariat. Il apparaît comme indispensable que soient créés des organes qui soient à même de rassembler tout le prolétariat et même au-delà, la grande masse de tous les exploités de la société capitaliste (paysans, soldats) pour les mener au combat. Ces organes, les soviets, sont cependant, par leur nature et déjà à l'intérieur de la société bourgeoise, des organes du prolétariat s'organisant en classe. Ainsi la révolution est mise à l'ordre du jour. Car comme le dit Marx: «L'organisation des éléments révolutionnaires en tant que classe suppose l'existence achevée de toutes les forces productives qui pouvaient encore se développer au sein de la vieille société».

Cette organisation de l'ensemble de la classe ouvrière, doit - qu'elle le veuille ou non - mener le combat contre l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. On n'a pas le choix: ou bien les conseils ouvriers désorganisent l'appareil d'Etat bourgeois, ou bien celui-ci parvient à corrompre les conseils pour les réduire à des simulacres et à les laisser ainsi dépérir. On se trouve en face de cette alternative: ou bien la bourgeoisie réussit à écraser dans une action contre-révolutionnaire les mouvements de masse et à rétablir les conditions «normales», «l'ordre», ou bien il se crée, à partir des conseils, à partir des organisations de lutte du prolétariat, son organisation de domination, son appareil d'Etat qui est précisément une organisation de la lutte de classe. Les conseils ouvriers révèlent dès leur première apparition dans leurs formes les moins élaborées, dès 1905, cette caractéristique: *ils sont un contre-gouvernement*. Tandis que d'autres organes de la lutte des classes s'adaptent tactiquement, à une époque également où la domination de la bourgeoisie est incontestable (en d'autres termes peuvent faire un travail révolutionnaire dans ces conditions), il appartient en revanche à la nature du conseil ouvrier de se trouver avec l'Etat bourgeois dans un rapport de double pouvoir, en rivalité avec ce dernier. Lorsque Martov reconnaît par conséquent les conseils comme organes de combat tout en niant leur mission qui est de devenir appareil d'Etat, il retire de la théorie précisément la révolution, la prise de pouvoir effective par le prolétariat. En revanche lorsque quelques théoriciens ultra-gauchistes font des conseils ouvriers une organisation de classe permanente et veulent les

mettre à la place du parti et du syndicat, ils montrent qu'ils n'ont pas saisi la différence entre situation révolutionnaire et non révolutionnaire, ni le rôle original des conseils ouvriers. Ils ne savent pas que la simple reconnaissance de la possibilité concrète des conseils ouvriers dépasse les cadres de la société bourgeoise, est une perspective de la révolution prolétarienne (que par conséquent *le conseil ouvrier doit être popularisé de façon ininterrompue dans le prolétariat* et le prolétariat préparé sans relâche à cette tâche), et que leur simple présence signifie déjà - si cela ne veut pas être une simple comédie - la lutte réelle pour le pouvoir d'Etat, à savoir la guerre civile.

Le conseil ouvrier en tant qu'appareil d'Etat signifie *l'Etat comme arme de la lutte de classe prolétarienne*. La conception non dialectique et par là a-historique et non révolutionnaire de l'opportunisme a tiré du fait que le prolétariat lutte contre la domination de classe de la bourgeoisie, du fait qu'il s'efforce de conduire à une société sans classe, la conclusion que le prolétariat doit être, en tant qu'adversaire de la domination de classe de la bourgeoisie, l'adversaire de toute autre domination de classe; elle en déduit par conséquent que ses propres formes de domination ne doivent être en aucun cas des organes de domination de classe, des organes d'oppression. Cette opinion fondamentale considérée abstraitement est une utopie car une telle domination du prolétariat ne peut jamais vraiment se produire. Mais dès qu'on en saisit la portée concrète et appliquée à la situation présente, elle apparaît comme *une capitulation idéologique devant la bourgeoisie*. La forme de domination la plus élaborée de la bourgeoisie, la démocratie, apparaît pour une telle conception au moins comme une pré-forme d'une démocratie prolétarienne, mais très souvent aussi comme cette démocratie elle-même dans laquelle il faudrait veiller simplement à gagner la majorité de la population par une agitation pacifique aux «idéaux» de la social-démocratie. Pour elle, le passage de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne n'est donc pas obligatoirement révolutionnaire. Il n'y a de révolutionnaire que le passage des formes d'Etats arriérés à la démocratie; le cas échéant une défense révolutionnaire à la démocratie contre la réaction sociale peut être nécessaire. (On voit en quoi cette séparation mécaniste de la révolution prolétarienne et bourgeoise est fautive, et contre-révolutionnaire, dans le fait que la social-démocratie n'a jamais opposé une résistance sérieuse à une réaction fasciste pour défendre la démocratie avec des moyens révolutionnaires.)

Par suite d'une telle conception, non seulement la révolution est écartée du développement historique et représentée par toute une série de transitions

plus ou moins maladroites ou finement construites, comme une «transcroissance dans le socialisme», *mais le caractère de classe bourgeois de la démocratie doit être voilé aussi pour le prolétariat*. Mais le moment de la duperie vient du *concept non dialectique de majorité*. En effet, comme la domination de la classe ouvrière, par sa nature, représente les intérêts de la grande majorité de la population, de nombreux ouvriers ont l'impression illusoire qu'une démocratie formelle et pure, dans laquelle la voix de chaque citoyen acquiert la même valeur, serait l'instrument le plus approprié pour exprimer et défendre les intérêts de tous. Mais on néglige en cela le simple - simple! - détail suivant: à savoir que les hommes ne sont justement pas des individus abstraits, des citoyens abstraits, des atomes isolés dans un ensemble étatique, mais, au contraire et sans exception, des hommes concrets qui occupent une place déterminée dans la production sociale et dont l'être social (et par médiation leur pensée) est déterminé à partir de cette position. La démocratie pure de la société bourgeoise exclut cette médiation en reliant directement le simple individu abstrait au tout que représente l'Etat et qui à cet égard apparaît tout aussi abstrait. Déjà, par le caractère formel de la démocratie pure, *la société bourgeoise est politiquement pulvérisée et les ouvriers atomisés donc neutralisés*. Ce qui n'est pas un simple avantage pour la bourgeoisie, mais précisément la condition décisive de sa domination de classe.

Car toute domination de classe a beau en fin de compte s'appuyer sur la force, il n'y a cependant pas de domination de classe qui puisse à la longue tenir par la simple violence. Talleyrand disait déjà qu'«on peut faire n'importe quoi avec des baïonnettes, mais on ne peut pas s'asseoir dessus». *Toute domination par une minorité est socialement organisée d'une manière qui concentre la classe dominante, la rend apte à une action unifiée et qui par là même désorganise et émiette les classes opprimées*. Dans le cas de la domination minoritaire de la bourgeoisie moderne on doit toujours avoir présent à l'esprit le fait que la grande majorité de la population n'appartient à aucune des classes décisives dans la lutte de classe, ni au prolétariat, ni à la bourgeoisie et que par conséquent la démocratie pure a pour tâche sociale, conforme à ses intérêts de classe, d'assurer à la bourgeoisie la direction de ces couches intermédiaires. (Il en va bien sûr ainsi de la désorganisation idéologique du prolétariat. Plus la démocratie est ancienne dans un pays, plus cette désorganisation idéologique est importante, ainsi qu'on peut le constater en Angleterre et en Amérique). Certes une telle démocratie politique ne suffirait pas seulement à cet effet. Mais elle constitue aussi le point culminant d'un système social dont les

autres éléments sont: la séparation idéologique entre l'économie et la politique, la création d'un appareil d'Etat bureaucratique qui intéresse matériellement et moralement une grande partie de la petite bourgeoisie à la perpétuation de l'Etat, le système des partis bourgeois, la presse, l'école, la religion, etc. Dans une division des tâches plus ou moins consciente, ils ont tous pour but d'empêcher dans les classes opprimées de la population la naissance d'une idéologie *autonome* qui exprimerait leurs intérêts propres; ils ont pour but de relier à l'Etat abstrait trônant au-dessus des classes les membres de ces classes pris isolément, considérés comme des individus, des simples citoyens, etc., enfin ils ont pour but *de désorganiser ces classes en tant que classes*, de les réduire à des pions faciles à manier pour la bourgeoisie.

La compréhension du rôle des conseils (les conseils des ouvriers, des paysans et des soldats) en tant que puissance étatique du prolétariat signifie *la tentative par le prolétariat en tant que classe dirigeante de la révolution, de lutter à contre-courant de ce processus de désorganisation*. Il doit tout d'abord lui-même se constituer en classe. Mais il va parallèlement à cela organiser en vue de l'action les éléments actifs des couches intermédiaires qui se révoltent instinctivement contre la domination de la bourgeoisie. Mais en même temps il faut que soit brisée l'influence matérielle et idéologique de la bourgeoisie sur les autres parties de ces classes. Des opportunistes plus lucides, comme par exemple Otto Bauer, ont bien vu aussi que le sens social de la dictature du prolétariat, de la dictature des conseils revient essentiellement à ceci: *arracher radicalement à la bourgeoisie la possibilité d'une direction idéologique de ces classes, en particulier des paysans, et réserver cette direction au prolétariat pendant la période de transition*. Ecraser la bourgeoisie, détruire son appareil d'Etat, anéantir sa presse, etc., telles sont les nécessités vitales de la révolution prolétarienne, parce que la bourgeoisie après ses premières défaites dans la lutte pour le pouvoir d'Etat ne renonce en aucune façon à reprendre son rôle de direction aussi bien économique que politique, et qu'elle reste encore longtemps une classe très puissante, même dans un combat de classe poursuivi dans de toutes autres conditions.

Le prolétariat continue donc à l'aide du système soviétique en tant qu'Etat la même lutte qu'il avait menée auparavant contre le pouvoir d'Etat capitaliste. Il doit anéantir économiquement la bourgeoisie, l'isoler politiquement, la désagréger, la soumettre idéologiquement. Mais en même temps il doit devenir pour toutes les autres couches sociales qu'il a soustraites à la sphère d'influence de la bourgeoisie, un guide en vue de la liberté. Autrement dit, il ne suffit pas que le prolétariat lutte *objectivement* pour les

intérêts des autres couches exploitées. Sa forme étatique doit aussi servir à dépasser par l'éducation l'apathie et l'émiettement de ces couches, *à les éduquer en vue de l'action, en vue de la participation autonome à la vie de l'Etat*. C'est une des tâches les plus nobles du système soviétique que de relier entre eux les moments de la vie sociale que le capitalisme déchire. Là où ce déchirement est présent seulement dans la conscience des classes opprimées, le lien entre ces moments doit leur être rendu conscient. Le système soviétique par exemple réalise une unité indissoluble entre l'économie et la politique. Il relie ainsi l'existence actuelle des hommes, leurs intérêts quotidiens immédiats, etc., aux questions essentielles de l'ensemble. Dans la réalité objective il rétablit aussi l'unité là où les intérêts de classe de la bourgeoisie ont réalisé la «division du travail»; ainsi avant tout l'unité entre l'«appareil de domination» (armée, police, administration, justice, etc.) et le «peuple». Les paysans et les ouvriers armés sont, en tant que puissance étatique, à la fois produits de la lutte des soviets et condition de leur existence. Le système soviétique cherche partout à relier l'activité des hommes aux questions générales de l'Etat, de l'économie, de la culture, etc., tout en luttant pour que l'administration de toutes ces questions ne devienne pas le privilège d'une couche fermée, isolée de l'ensemble de la vie de la société, bref bureaucratique. Tout en rendant conscient ainsi pour la société le rapport réel de tous les moments de la vie sociale (et à un stade ultérieur en réunissant les éléments qui sont aujourd'hui objectivement séparés, par exemple la ville et la campagne, le travail intellectuel et manuel, etc.), le système soviétique est, en tant qu'Etat prolétarien, un facteur décisif dans l'organisation du prolétariat en classe. Ce qui apparaissait seulement comme une virtualité dans le prolétariat au sein de la société capitaliste, parvient ainsi à l'existence réelle; *la véritable énergie productive du prolétariat ne peut s'éveiller qu'après la prise du pouvoir d'Etat*. Mais ce qui vaut pour le prolétariat vaut aussi pour les autres couches opprimées de la société bourgeoise. Elles aussi ne peuvent se développer et vivre que dans cet ensemble, la seule différence étant qu'elles sont dirigées également dans cet ordre étatique. Certes le fait d'être dirigées pour elles dans le capitalisme consistait à ne pas pouvoir prendre conscience de leur propre dissolution économique et sociale, de leur exploitation et de leur oppression. En revanche, elles peuvent maintenant - sous direction prolétarienne - vivre non seulement en fonction de leurs intérêts propres, mais aussi atteindre au déploiement de leur énergie, qui était restée jusqu'alors cachée et atrophiée. Elles sont dirigées seulement dans la mesure où le cadre et l'orientation de ce développement sont déterminés par le prolétariat en tant que classe dirigeante de la révolution.

Pour les couches intermédiaires non prolétariennes le fait d'être dirigé a donc un sens très différent d'un point de vue matériel dans l'Etat prolétarien ou dans le cadre de la société bourgeoise. Mais il y a de plus une différence formelle et essentielle dans le fait que *l'Etat prolétarien est dans l'histoire le premier Etat de classe qui avoue ouvertement et sans hypocrisie qu'il est un Etat de classe, un appareil d'oppression, un instrument de la lutte des classes*. Seule cette franchise absolue, cette absence de dissimulation rendent possible une véritable entente entre le prolétariat et les autres couches de la société. Mais c'est bien plus encore un moyen très important d'auto-éducation pour le prolétariat. Car autant il fut extrêmement important de lui faire prendre conscience qu'il en était à la phase décisive des luttes révolutionnaires, que la lutte pour le pouvoir, pour la direction de la société avait déjà éclaté, autant il serait dangereux de laisser cette vérité se scléroser, faute d'examen dialectique. Ce serait donc très dangereux si le prolétariat, en se libérant de l'idéologie du pacifisme dans la lutte des classes, en comprenant la signification historique et la nécessité de la violence, s'imaginait alors que *tous les problèmes* de la domination du prolétariat doivent être réglés en toutes circonstances par la violence. Mais ce serait encore plus dangereux s'il venait à l'idée du prolétariat que la lutte des classes finit avec la conquête du pouvoir d'Etat, ou du moins est parvenue à un arrêt. Le prolétariat doit comprendre que la conquête du pouvoir d'Etat *n'est qu'une phase de cette lutte*. La lutte après la prise du pouvoir d'Etat devient encore plus ardente, et on ne peut absolument pas prétendre que les rapports de force se soient déplacés aussitôt et décisivement en faveur du prolétariat. Lénine répète infatigablement que la bourgeoisie reste encore la classe la plus puissante même au début de la République soviétique, même après son expropriation économique, et pendant son oppression politique. Mais les rapports de force se sont déplacés dans la mesure où le prolétariat s'est conquis *une nouvelle arme puissante* pour sa lutte de classe: *l'Etat*. La valeur de cette arme, son aptitude à désagréger, à isoler, à anéantir la bourgeoisie, à gagner à lui et à éduquer les autres couches de la société pour les associer à l'Etat des ouvriers et des paysans, à organiser le prolétariat lui-même pour en faire véritablement la classe dirigeante, tout cela n'est certes pas acquis automatiquement par la simple conquête du pouvoir d'Etat, et l'Etat ne se développe pas non plus forcément comme moyen de lutte à partir du simple fait de la conquête du pouvoir. La valeur de l'Etat en tant qu'arme du prolétariat dépend de ce que le prolétariat saura *en faire*.

L'actualité de la révolution s'exprime dans l'actualité pour le prolétariat du problème de l'Etat.

Cela pose en même temps le problème du socialisme lui-même, qui de lointaine perspective, d'un but final devient une question immédiate d'actualité, pour le prolétariat. La proximité tangible de la réalisation du socialisme est à son tour un rapport dialectique et *ce pourrait être fatal pour le prolétariat d'interpréter de manière mécaniste et utopique cette proximité du socialisme comme sa réalisation même obtenue par la simple prise du pouvoir (expropriation des capitalistes, nationalisations, socialisations, etc.)*. Marx a analysé avec une extrême perspicacité le passage du capitalisme au socialisme et a indiqué les diverses formes de structures bourgeoises qui ne peuvent être éliminées progressivement qu'à travers une évolution de longue haleine. Lénine trace aussi nettement que possible la ligne de démarcation d'avec l'utopie lorsqu'il dit: «pas un communiste, je crois, n'a d'autre part contesté que l'expression République socialiste des Soviets signifie la détermination de la puissance soviétique à réaliser le passage au socialisme et *nullement la reconnaissance comme socialistes des conditions économiques données*». L'actualité de la révolution signifie donc que le socialisme est une question à l'ordre du jour pour le mouvement ouvrier, mais seulement dans le sens où il doit lutter quotidiennement pour la réalisation de ses conditions et où quelques-unes des mesures concrètes du jour représentent déjà des pas concrets vers sa réalisation. L'opportunisme révèle précisément sur ce point dans sa critique des rapports entre soviets et socialisme, qu'il est définitivement passé dans le camp de la bourgeoisie, qu'il est devenu l'ennemi de classe du prolétariat. Car d'une part il considère tous les semblants de concessions qu'une bourgeoisie momentanément effrayée et désorganisée a faites au prolétariat pour les reprendre dès que possible comme des pas effectifs vers le socialisme (que l'on pense aux «commissions de socialisation» de 1918-1919 en Allemagne et en Autriche, commissions depuis longtemps liquidées). D'autre part il raille la République soviétique parce qu'elle ne réalise pas immédiatement et véritablement le socialisme, parce que sous des formes prolétariennes, sous une direction prolétarienne, elle ne fait qu'une révolution bourgeoise («la Russie comme république de paysans», «réintroduction du capitalisme», etc). Dans les deux cas il apparaît que pour les opportunistes de tout acabit, *le véritable ennemi* qui doit être vraiment combattu est *précisément la révolution prolétarienne elle-même*. Cela aussi n'est que l'évolution logique consécutive à leur prise de position vis-à-vis de la guerre impérialiste. Mais Lénine ne fait que poursuivre également sa critique qu'il avait faite avant et pendant la guerre en traitant pratiquement les opportunistes dans la République soviétique comme des ennemis de la classe ouvrière. *L'opportunisme fait partie aussi de la bourgeoisie* dont

l'appareil moral et matériel doit être détruit, dont la structure doit être désorganisée par la dictature afin que son influence ne s'empare pas des couches sociales que leur situation objective de classe rend politiquement instables. L'actualité du socialisme précisément rend cette lutte beaucoup plus âpre qu'à l'époque par exemple des débats autour de Bernstein. L'Etat en tant qu'arme du prolétariat en vue du

combat pour le socialisme, pour l'oppression de la bourgeoisie est en même temps une arme en vue de l'extirpation du danger opportuniste pour la lutte de classe du prolétariat qui doit être poursuivie avec une égale violence lors de la dictature.

György Lukacs

Interview de Celsa Barcia

militante des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre

(novembre 1987)

Celsa Barcia Vallejo, ouvrière du textile, mère de deux enfants de 17 et 12 ans, est née à Albeos do Creciente, petit village proche de Vigo. Elle est aujourd'hui libre, après avoir passé huit années en prison pour «appartenance aux Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre». Ces huit années, elle les a passées dans les prisons de Yeserias et Carabanchel, à Madrid, et dans la prison de Cordoue où elle avait été transférée en juillet 1987 dans le cadre de l'opération «Alerte Rouge» déclenchée ce mois-là par Felipe Gonzalez et visant notamment la dispersion des Communes de prisonniers politiques de Carabanchel et Soria [voir encadré page 49].

Celsa avait connu pour la première fois la prison en février 1977, après avoir été arrêtée suite à la séquestration de Oriol et Villarescusa [respectivement président du conseil d'Etat et président du conseil de justice militaire, enlevés et séquestrés par les Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre en décembre 1976 et janvier 1977, dans le cadre de l'«Opération Cromo», qui contribua énormément à démasquer la "Réforme" démocratique de l'Etat espagnol].

Après avoir passé quatre mois en prison, elle bénéficia de l'amnistie décrétée cette année-là, alors que les autres membres du commando qui avait mené à bien l'«Opération Cromo» restaient emprisonnés (et le sont toujours pour la même affaire).

Le 12 octobre 1979, Celsa fut à nouveau arrêtée et emprisonnée, pour participation à un commando d'information des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre. Et, le 24 juillet 1987, peu avant d'en avoir fini avec sa condamnation, elle était transférée à la prison de Cordoue dans le cadre de l'opération «Alerte Rouge»...

L'interview que nous reproduisons ici est parue dans le numéro 22 de la revue **Area Critica** en novembre 1987.

Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé ces transferts? Etais-ce bien une décision du gouvernement, ou venait-elle de l'administration pénitentiaire?

C'est une mesure décidée directement par le gouvernement, et les directions des prisons n'ont fait que l'appliquer.

De la même manière que ce gouvernement intensifie la répression à l'encontre du mouvement révolutionnaire dans la rue, il accroît la pression contre les prisonniers politiques car ceux-ci représentent un foyer de résistance qui montre au peuple le chemin de la résistance, et non celui de la légalité que le gouvernement aimerait le voir suivre.

Penses-tu que, comme le dit le gouvernement, les prisonniers politiques jouent ce rôle de renforcement de la résistance?

Lorsqu'un gouvernement, un Etat, emprisonne certaines personnes, c'est pour faire un exemple et

tenter d'effrayer le reste du peuple. Mais nous, lorsqu'on nous emprisonne, nous nous battons pour mener en prison une vie politique organisée, pour y travailler, y étudier... Ainsi nous donnons l'exemple de notre résistance, pour que le peuple à l'extérieur résiste lui aussi à l'exploitation et à la répression. Et comme le gouvernement sait que les prisonniers politiques sont un exemple pour le mouvement, il fait tout pour les anéantir, pour les détruire...

Mais avec nous, il n'y est pas parvenu, et c'est pour cela qu'il a décidé les transferts: pour rompre les liens, l'unité entre les prisonniers, et leurs liens avec l'extérieur, où se manifeste la solidarité avec eux.

Le gouvernement a-t-il atteint son objectif?

Non! Bien que nous ayons été dispersé(e)s dans sept prisons différentes, distantes de centaines de kilomètres pour les parents et amis, et bien que le gouvernement ait choisi d'opérer les transferts à la

fin juillet (alors que tout le monde se préparait à partir en vacances), tous nos proches se sont débrouillés pour venir nous rendre visite, nous écrire, nous envoyer des colis, de l'argent, etc.

La solidarité déjà bien existante n'a fait qu'augmenter suite à ces transferts.

Que penses-tu de la situation actuelle du gouvernement? Eux, ils prétendent être en train de résoudre la crise économique et porter des coups mortels à la guérilla basque...

Lorsqu'ils décident de mesures répressives de l'envergure actuelle, c'est précisément parce que, loin de résoudre la crise, ils doivent faire face à de plus en plus de défaites, tant sur le plan économique que sur le plan politique... Alors, ils s'arment jusqu'aux dents pour tenter d'étouffer toute manifestation du mouvement révolutionnaire. Et ici, je ne fais pas seulement référence à ceux qui les affrontent les armes à la main, je parle aussi des travailleurs de Puerto Real et de Reinosa, des journaliers des campagnes, et même d'autres secteurs de la lutte: les pacifistes et les écologistes qui ont commencé à se radicaliser.

[Dans ses luttes contre les restructurations, dans les chantiers navals et ailleurs, la classe ouvrière espagnole fait preuve d'une conscience et d'une détermination qui ont transformé ces luttes en un véritable combat anti-capitaliste. Cela s'est traduit, notamment à Reinosa et Puerto Real, par l'adoption de tactiques de la guérilla urbaine, l'appel à l'intervention des mouvements de guérilla, la destruction des stocks, la séquestration des patrons et des notables sociaux-démocrates locaux, les affrontements décidés avec la police, souvent mise en déroute... (ndlr)]

Comment avez-vous vécu, de l'intérieur des prisons, ces événements de Reinosa et de Puerto Real?

Quand on est là à l'intérieur, enfermés, et qu'arrivent des événements comme ceux-là, cela nous renforce encore le moral: c'est comme un appel à la résistance, on voit comme les travailleurs se battent, et cela nous donne encore plus de courage pour continuer à résister à l'intérieur de la prison.

Et les geôlières, comment voient-elles cela?

Cela ne leur fait bien sûr pas plaisir, elles nous disent seulement: «Ces gens sont des terroristes, tout comme vous». Ce genre de discours propagé par le gouvernement et les médias bourgeois s'est finalement transformé en une croyance, que tous ceux qui luttent pour leur travail, tous ceux qui s'opposent à la police, etc, sont des «terroristes», et pas seulement ceux qui emploient les armes contre l'Etat.

Avez-vous remarqué une grande différence entre les visites d'il y a cinq ou six ans et celles que vous recevez aujourd'hui?

Durant ces dernières années, le mouvement s'est radicalisé, et a beaucoup progressé. Et cela s'est également manifesté dans le développement de la solidarité, et dans une modification du caractère de cette solidarité.

En 1981, par exemple, lorsque les camarades emprisonnés à Herrera de la Mancha ont mené une grève de la faim très dure, ils ont reçu un certain soutien des masses, qui se mobilisaient, mais pas à un niveau qui existe actuellement. A l'époque, il s'agissait surtout de familiers; aujourd'hui, ce sont des amis, qui amènent d'autres amis, que nous amenons à s'intéresser à nos idées, à se rendre compte que nous ne sommes pas des terroristes mais des révolutionnaires; aujourd'hui, ce sont des gens qui s'identifient beaucoup plus à nos idées.

[...] Il y a quelques années, nous leur faisions peur, car ils ne voyaient pas la lutte armée comme une voie à suivre pour la Révolution. Mais aujourd'hui, c'est devenu plus clair pour eux. Si, en 1981, ils pensaient encore que tout pourrait changer avec le Parti «Socialiste Ouvrier» Espagnol (et lui ont donné leur voix), ils ont pu depuis lors vérifier que rien n'a changé et qu'au contraire, tout est devenu bien pire.

Et ils ont pris conscience du fait qu'il faut choisir la voie de la résistance en dehors de toutes les institutions qui ne font que freiner leurs luttes.

Parmi ceux qui sont venus vous voir, y en a-t-il encore qui pensent que, comme le raconte la presse depuis des années, il y a «quelque chose d'obscur» dans le Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) ou dans les Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre?

Certains s'étaient laissé influencer, c'est vrai, mais tous les gens qui sont venus nous voir (ne serait-ce que par curiosité au départ) ont pu vérifier que nous n'avons rien de mystérieux; ils ont eu l'occasion de nous connaître, de connaître nos idées, et ils se sont rendu compte qu'il n'y a pas d'autre voie à suivre...

Y a-t-il eu, durant toutes ces années passées en prison, des moments ou des faits plus importants pour les prisonniers?

Pour nous, le plus important, c'est toujours lorsque le mouvement va s'amplifiant, lorsque les travailleurs luttent dans la rue, pour conserver leur travail et défendre le pain de leurs enfants; c'est cela qui nous insuffle la force de continuer.

Il y a aussi, bien sûr, des moments plus dramatiques, comme lorsque la police assassine des camarades d'Organisations révolutionnaires, et qu'à l'intérieur on se sent impuissants...

Durant ces années, vous avez pu observer l'évolution des partis de gauche. Avez-vous été surpris, par exemple, par le déclin de partis comme le PCE?

[La question vise le Parti «Communiste» Espagnol de Santiago Carrillo, qui est la plus "forte" expression du révisionnisme en Espagne, (ndlr)]

Ce déclin était déjà apparu clairement lorsque tous les partis de gauche ont collaboré à la «Réforme» démocratique et se sont totalement intégrés dans les institutions. La quasi disparition du PCE est le résultat de la politique qu'il a menée, celle de trahir les ouvriers. Le peuple s'en est rendu compte et ne veut plus rien savoir de ce parti qui aujourd'hui continue à manœuvrer et à claironner comme s'il ne savait pas très bien que tous ses pactes et accords avec le gouvernement et avec le

pouvoir ont été conclus aux dépens des travailleurs qu'il prétend représenter...

Et vous, avez-vous reçu des propositions allant dans le sens d'abandonner la lutte, et d'intégrer le jeu démocratique?

Nous en avons reçues à Herrera de la Mancha. Le gouvernement a cherché à négocier, avec les camarades emprisonnés là, la libération des prisonniers en échange d'une intégration du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) dans la légalité. Nous n'étions bien sûr pas d'accord! Et ce n'est toujours pas le moment de négocier, mais bien celui d'aller de l'avant, encore de l'avant, jusqu'à faire la Révolution!

Area Critica, novembre 1987

«Six mois de dispersion, six mois de résistance et de lutte»

«Le 24 juillet 1987, dix-huit des plus importants militants du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) et des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre étaient kidnappés par la garde civile, et séparés de leurs camarades de captivité dans les prisons de Soria et Carabanchel (femmes). Quatre d'entre eux furent transférés à la lugubre prison d'Ocana I, quatre autres à celle lointaine d'Almería et trois autres encore à celle isolée - de type bunker - de Daroca. En ce qui concerne les prisonnières, trois d'entre elles furent emmenées dans la crasseuse prison de Cordoue, deux autres dans la boîte d'allumettes qu'est la section des femmes de la prison de Basauri et deux autres encore dans la prison isolée et super-moderne - de type cercueil en béton - de Castellon ...»

Un dossier est disponible auprès de la revue, qui rassemble: les communiqués des militant(e)s du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué) et des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre dispersé(e)s; le bilan, dressé en janvier 1988 par les camarades de Soria, de *six mois de dispersion, six mois de résistance et de lutte*; et le communiqué relatif à la nouvelle offensive déclenchée fin 1988 par Felipe Gonzalez contre toute opposition politique conséquente: dans la rue contre toutes les luttes ouvrières et contre tout le mouvement de résistance populaire, et dans les prisons contre tous les prisonniers politiques.

Pour obtenir ce dossier, versez 50 FB (10 FF) au CCP 000-1291052-79 de Correspondances Révolutionnaires. Cet argent sera versé à l'Association des familles et amis des prisonniers politiques de Madrid.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

SOMMAIRE

numéro 1

janvier - février 1989

«Faire le procès de la Révolution est impossible!» deux tracts du collectif Classe contre classe!	5
«Une note sur la démocratie» extraite de la déclaration centrale de Pascale Vandeguerde, Didier Chevolet, Bertrand Sassoye & Pierre Carette militante et militants des Cellules Communistes Combattantes au procès de septembre/octobre 1988 à Bruxelles	13
«L'économie de la crise» textes extraits de «Resistencia» organe du Parti Communiste d'Espagne (reconstitué)	16
«Manifeste et thèses de fondation» de l'Union des Communistes Combattants	29
Déclaration de Azita Monachipour & Djaber Kalibi militante et militant du Nouveau mouvement communiste iranien au procès de juillet 1988 à Paris	36
«L'Etat en tant qu'arme» de György Lukacs	41
Interview de Celsa Barcia militante des Groupes de Résistance Antifasciste du Premier Octobre	47

Prix de vente: 150 fb, 25 ff

ABONNEMENT ANNUEL

(six numéros)

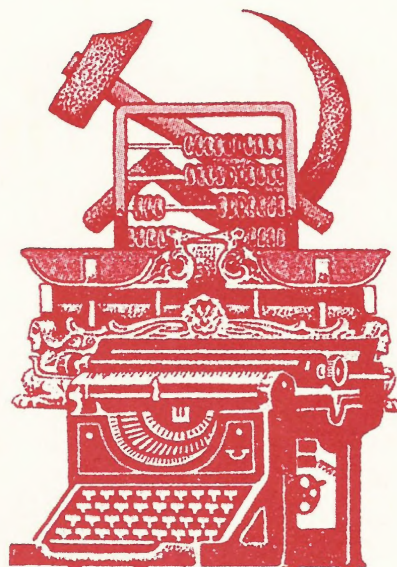
Belgique: 750 fb

France: 130 ff

Europe: 800 fb

Autres: 900 fb

Soutien: 1500 fb



CORRESPONDANCES REVOLUTIONNAIRES

BP 1310
1000 BRUXELLES 1
BELGIQUE
CCP: 000-1291052-79



Ne joignez jamais d'argent
liquide à vos envois.



éditeur responsable: patrice debry
189 avenue neybergh, 1020 bruxelles